

McGill DAILY ledélit

DPS SPD

DAILY PUBLICATIONS SOCIETY
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

toni morrison



Viola desmond



Oscar Peterson

ledélit

Publié par la Société des publications du Daily, une association étudiante de l'Université McGill.
Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.



Catroy

angela davis

James Baldwin



Le Mois de l'histoire des Noirs

À l'Université McGill, le Mois de l'histoire des Noirs n'est célébré officiellement que depuis 2017 – tardivement, pourrait-on dire – alors même qu'il s'agit d'une commémoration nécessaire, hier comme aujourd'hui, et qu'elle existe depuis 1978.

En tant qu'étudiants universitaires, nous disposons d'une chance que beaucoup n'ont pas : nous avons une multitude de ressources à portée de main. Des ressources qui nous permettent de célébrer le Mois de l'histoire des Noirs en bonne et due forme. Je vous encourage, en ce mois de février, à saisir cette chance. Les bibliothèques et les bases de données auxquelles McGill vous donne accès sont pleines d'ouvrages, d'archives et de travaux de recherche. À cela s'ajoutent les nombreuses activités proposées par la ville de Montréal, les musées et McGill en lien avec le Mois de l'histoire des Noirs. L'information est là, accessible ; il suffit de faire le premier pas. C'est peu demander.

Le Mois de l'histoire des Noirs représente ainsi une opportunité collective ; celle de s'informer sur notre passé, d'apprendre à connaître la société d'hier pour mieux comprendre celle d'aujourd'hui. Si vous ne savez pas par où commencer, je vous propose de regarder d'abord autour de vous. L'Université McGill – sans surprise – a été le cadre d'événements historiques, tant positifs que profondément négatifs, pour la communauté noire. Son fondateur, James McGill, était propriétaire d'esclaves, dont les noms de Sarah, Jack (ou Jacques), Marie-Louise et Marie Potamiane figurent dans les archives ; l'existence d'un jeune garçon autochtone non nommé y est également documentée. Pendant longtemps, McGill a refusé de mettre en lumière cette réalité historique. Elle reconnaît aujourd'hui que la fortune ayant contribué à sa fondation provenait en partie de l'implication de James McGill dans le système économique colonial et l'esclavage atlantique, grâce aux protestations du corps étudiant.

S'intéresser à l'histoire de l'institution où l'on étudie, c'est aussi réfléchir à la place que l'on y occupe. En explorant cette histoire, vous apprendrez, par exemple, que la première personne noire à obtenir un diplôme de médecine au Canada, William Wright, l'a reçu à l'Université McGill en 1848. Vous découvrirez le nom de Juanita Corinne DeShield, première femme noire canadienne diplômée de McGill en 1936, ainsi que celui de Neville Linton, premier rédacteur en chef noir d'un média étudiant, le *McGill Daily*, en 1957. Vous saurez également que la première association noire à McGill, la *British West Indian Society*, a été fondée en 1940. Vous découvrirez une longue histoire de résistance et de résilience de la communauté noire dans un milieu qui lui était profondément inhospitalier.

Aujourd'hui, c'est le *Black Student Network* (BSN) qui rassemble les étudiants noirs de l'Université. Selon un sondage démographique, les étudiants noirs représentaient 4,6 % du corps étudiant en 2021. Leur contribution à la vie culturelle, intellectuelle et politique a façonné l'identité de l'institution et continue de le faire.

Le Délit vous propose cette semaine, entre autres, d'en apprendre davantage sur la communauté noire de Petite-Bourgogne et sur le sort que l'urbanisme lui a réservé (page 8) ; de réfléchir à l'impact de la représentation des personnes noires au cinéma (page 10) et à la nécessité de la prise de position (page 7) ; enfin, de découvrir, dans la section culture, le film *À nos futurs ancêtres* (page 14).

Je vous invite à profiter du Mois de l'histoire des Noirs pour remettre en question vos biais et privilèges, et approfondir vos connaissances en la matière, tout en gardant en tête que le devoir de mémoire n'est aucunement confiné au mois de février – il n'en est que le point de départ. ☺

Eugénie St-Pierre
Rédactrice en chef

RÉDACTION

3480 rue McTavish, bureau 107
Montréal (Québec) H3A 1B5
Téléphone : +1 514 398-6790

Rédactrice en chef

rec@delitfrancais.com
Eugénie St-Pierre

Actualités

actualites@delitfrancais.com
Héloïse Durning
Timotée Allouch-Chantepie
Aurélien Quéméner

Culture

artsculture@delitfrancais.com
Jiayuan Cao
Rose Langlois

Société

societe@delitfrancais.com
Marius Grieb
Antoine Proulx
Dalia Djazouli

Coin Queer

coinquere@delitfrancais.com
Sixtine Nicolay

Coordonnatrice de la production

production@delitfrancais.com
Elie Nguyen

Visuel

visuel@delitfrancais.com
Stu Doré
Catvy Tran

Photographe

visuel@delitfrancais.com
Félix Fournier

Coordonnatrices de la correction

correction@delitfrancais.com
Juliette Elie
Salma Rabeil

Coordonnatrices des réseaux sociaux

reso@delitfrancais.com
Catherine Brunet Rodriguez
Juliette Aviat

Contributeur-riche-s

Joséphine Miton, Laurence Drouin, Rose Berteaux

Couverture

Catvy Tran

BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale

Letty Matteo

Ventes et assistance administrative

Letty Matteo

Support graphique et technique

Alice Postovskiy

Comptable

Boris Shedov

The McGill Daily

coordinating@mcgilldaily.com
Andrei Li

Conseil d'administration de la SPD

David Choi, Andrei Li, Vincent Maraval, Letty Matteo, Rafael Miró, Sena Ho, Eugénie St-Pierre, Elie Nguyen

Les opinions exprimées dans les pages du *Délit* sont celles de leurs auteur-e-s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le *Délit* est indépendant de l'Université McGill. Le *Délit* est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.

L'usage du masculin dans les pages du *Délit* vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire. Les opinions de nos contributeur-riche-s ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction. Le *Délit* (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mercredis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avant été auparavant réservés). L'équipe du *Délit* n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

Grève, services étudiants, PÉR

Le troisième Conseil législatif de l'AEUM de 2026 en cinq points phares.

Le Conseil législatif de l'AEUM s'est réuni le jeudi 12 février pour sa troisième séance de l'année civile. Le rituel bimensuel s'est tenu dans la salle Lev Bukhman du Centre universitaire. Plusieurs motions clés ont été adoptées. Parmi elles, on compte une hausse des coûts imposés aux étudiants de premier cycle pour soutenir plusieurs initiatives, telles que le Programme d'étudiantes et d'étudiants réfugiés (PÉR), le garde-manger de l'AEUM, ou encore le projet ECOLE. Une augmentation considérable des frais attribués aux Services étudiants sans possibilité de retrait a aussi été adoptée par le Conseil. Ce dernier s'est enfin penché sur la possibilité d'un plébiscite afin de consulter la communauté mcgilloise sur la question du quorum requis à l'Assemblée générale pour les motions de grève.

La bonne nouvelle

Le période d'annonce dans les premiers instants du Conseil est marquée par la bonne nouvelle livrée par Susan Aloudat, vice-présidente chargée des affaires universitaires : « Je suis heureuse d'annoncer que le sixième étage de McLennan n'est plus sujet de problème de moisissure. Cela veut dire que la nouvelle zone de réflexion est officiellement ouverte. Un espace calme, de méditation, c'est un endroit unique qu'aucune autre bibliothèque ne possède. (tdlr) » La question du

sixième étage de McLennan est donc enfin résolue.

Le Programme d'étudiantes et d'étudiants réfugiés

Le défilé des motions s'est engagé avec l'adoption d'une augmentation des frais obligatoires dédiés au PÉR. Ce programme œuvre à accompagner les étudiantes et étudiants réfugiés et faciliter leur arrivée et leur intégration à Montréal. Selon la motion, 31 étudiants étudient actuellement à McGill grâce au PÉR. L'augmentation des frais récoltés auprès des étudiants pour cette initiative de quatre à six dollars a été défendue devant le Conseil par un représentant du PÉR, Mohammad Alnatour. Rappelant l'importance du programme, il explique que « seuls 6 % des réfugiés en âge de recevoir une éducation supérieure en ont l'opportunité. Depuis notre fondation en 1986, nous avons ramené plus de 90 étudiants à McGill. Seuls cinq d'entre eux auraient reçu une éducation sans nous ». Dans l'optique de résoudre l'instabilité budgétaire du PÉR, ces frais sont sans option de retrait. La motion a été adoptée à l'unanimité par le Conseil.

Projet ECOLE

Le Conseil législatif a ensuite approuvé la motion doublant les frais dédiés au projet ECOLE, un programme qui vise à encourager des efforts de du-

tabilité à Montréal à travers la subvention de logements étudiants. En augmentant les frais facultatifs de deux à quatre dollars par étudiant de premier cycle, le projet ECOLE espère compenser ses coûts opérationnels élevés en raison de la hausse du prix du logement. Si les loyers continuent d'augmenter, les frais étaient toutefois restés inchangés depuis 2015. Le Conseil a approuvé cette motion à l'unanimité.

Centre universitaire et Services aux étudiants de McGill

Le Conseil s'est également penché sur le financement du Centre universitaire et des Services aux étudiants de McGill. À la suite de la décision du Conseil législatif, ces derniers bénéficieront d'une indexation sur les frais prélevés auprès des étudiants de 4 % sur les trois prochaines années, en plus des 2 % annuels imposés par le ministère de l'Éducation. Ce frais est déjà parmi les plus importants, à hauteur de 204,74 \$ par semestre pour les élèves à temps plein. Néanmoins, l'augmentation est perçue par le Conseil comme inévitable pour assurer la continuation des services essentiels des Services aux étudiants de McGill. Quant au financement des locaux et des multiples infrastructures de l'AEUM, y compris le Centre universitaire, une motion présentée devant le Conseil assure le renouvellement des frais actuellement placés à 12 \$. Le taux d'indexation an-



Félix Fournier | Le Délit

nuel est, lui aussi, élevé de 2 % à 3 %. Les deux motions ont été approuvées à l'unanimité par le Conseil.

Quorum sur les motions de grève

Le Conseil s'est conclu après une séance de discussion. Dymetri Taylor, président de l'AEUM, a lancé le sujet du seuil de participation nécessaire à l'Assemblée générale lors de motions de grève. Il a profité de l'occasion du Conseil législatif pour formuler son intention de plébisciter les membres de l'AEUM sur la question. Actuellement, pour qu'un quorum soit atteint sur une motion de grève, 10 % des

électeurs sont requis. Il explique que le taux de participation moyen à l'Assemblée générale lorsqu'une motion de grève est présentée se situe entre 30 et 35 %. Le seuil le plus bas proposé sur le plébiscite sera 15 %. Le quorum sera donc révisé à la hausse, ce qui pourrait rencontrer une certaine résistance chez certains étudiants. En effet, un quorum trop important pourrait présenter un obstacle de plus dans le parcours administratif de potentiels grévistes. Avec ce plébiscite, le choix sera entre les mains des étudiants de l'AEUM. ☉

Timotée Allouch-Chantepie
Éditrice Actualités

Manifestation anti-GardaWorld

Des étudiants réclament le départ de GardaWorld, contractée par l'ICE et McGill.

Ce vendredi 13 février, un groupe d'étudiants mcgillois s'est rassemblé devant le portail Roddick avant de partir pour la place Vertu. C'est là où s'est déroulée une manifestation contre la compagnie de sécurité privée GardaWorld. L'appel a été relayé sur les réseaux sociaux, sous le slogan « ICE tue, le Québec paie », et repris par *Divest McGill* et Québec solidaire.

GardaWorld est une entreprise de sécurité privée canadienne basée à Montréal. Ses services comprennent

la sécurité physique, la gestion de risque, et le transport de valeur. Récemment, GardaWorld s'est retrouvé au centre des controverses au sujet de son association avec l'ICE, la police de l'immigration aux États-Unis. En effet, la branche américaine de GardaWorld a conclu une série de contrats avec la Floride pour gérer le centre de détention Alligator Alcatraz - en procurant, entre autres, des gardes, des véhicules et des interprètes. Un rapport d'Amnistie Internationale publié en décembre 2025 révèle que de nom-

breux actes « cruels, inhumains et dégradants (tdlr) » ont été commis à l'intérieur d'Alligator Alcatraz.

Un lien avec McGill

Ce qui est d'autant plus polémique aux yeux du corps étudiant de McGill, c'est la relation qu'entretient depuis 2024 l'Université avec GardaWorld. En effet, McGill emploie le service de ses agents en tant que gardes de sécurité sur le campus. « La même compagnie qui va commettre des violations des droits humains patrouille dans notre campus », déplore Hannah Marder-MacPherson, manifestante et étudiante en quatrième année à McGill. « Cela nous implique directement en tant qu'étudiants mcgillois : c'est bien possible que ce soit notre argent qui paie GardaWorld, et donc, indirectement, qui aide l'ICE. »

Avant le départ, tout le monde se rassemble autour de l'étendard « Garda off campus! » devant le portail Roddick. L'air est frais, mais les esprits se chauffent : des cris de ralliement dénonçant tour à tour GardaWorld, l'ICE, et McGill sont lancés. Le cortège d'étudiants-manifestants est long. Plus

sieurs personnes se joignent au mouvement lorsque le but de la marche leur est expliqué. C'est notamment le cas d'une femme d'âge moyen qui s'esclaffe quand on lui demande si elle vient de McGill. « Non, non », explique-t-elle, « Je suis là un peu par hasard, mais je connais l'ICE. Je sais ce qu'ils font, alors je me suis joint à [la marche] ».

Le rôle du Québec

L'Université McGill n'est pas la seule institution avec des relations potentiellement problématiques avec GardaWorld. Le gouvernement du Québec aurait payé 300 millions de dollars d'argent public à GardaWorld.

« C'est absolument inadmissible de continuer comme ça », affirme Haroun Bouazzi, député de Québec solidaire avec qui *Le Délit* a eu l'occasion de s'entretenir lors de la manifestation. « Il faut que les prêts du gouvernement soient conditionnels au respect du droit international! C'est vrai pour GardaWorld, et c'est vrai pour toutes les autres compagnies. » Selon lui, la justice a un grand rôle à jouer : « Ce n'est pas vrai qu'on a le

droit d'être complice de crimes contre l'humanité, contre les droits de la personne. [...] Tout ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis est incompatible avec le droit international dont le Canada est cosignataire. »

La manifestation s'est soldée par de nombreuses altercations avec les forces de l'ordre devant le siège social de GardaWorld, impliquant notamment du gaz lacrymogène. Plusieurs blessés légers sont à compter parmi les protestataires.

La notion de légalité, et de responsabilité, demeure toutefois floue. Le Canada peut-il être tenu responsable des crimes commis par un acteur privé dans un autre pays? Même si les contrats obtenus par GardaWorld sont techniquement légaux, des questions se posent sur le respect de l'éthique et d'une volonté de s'inscrire dans le droit international. ☉

Héloïse Durning
Éditrice Actualités



Félix Fournier | Le Délit

Élections de la MUS, de l'EUS...



L'Association étudiante de la Faculté de gestion (MUS) a tenu ses élections au cours de la semaine dernière. Le débat entre les candidats pour la direction de la AÉFG a lancé la campagne lundi 9 février dans le bâtiment Bronfman. Les urnes numériques se sont ouvertes à 19 heures et sont restées accessibles jusqu'au vendredi 13 février au soir. Ces élections ont été marquées par une participation encourageante. Avec 584 électeurs, le taux de participation a atteint 24,9 %, une augmentation considérable par rapport à 2025, où seulement 10,9 % des étudiants de premier cycle à la Faculté Desautels s'étaient prononcés.

Cinq postes ont été décidés par ce scrutin. Demi Miron a récolté 57,4 % des voix pour devancer Mayeul Hardy au poste de sénateur. Dans une élection à trois candidats fortement contestée, Matthieu Sutton a été élu au poste de représentant auprès de l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM). 36 % des votes lui ont suffi pour vaincre Paul Prendergast et Jensen Pizzi, tous deux ayant individuellement franchi la barre des 30 %. Candidate unique, Alexis Hazell devient représentante U2, tandis que Nathan Lussier a devancé David Blais au poste de représentant U3. Enfin, Daniel Jennings est élu président suite à son succès électoral face à Steve Frantskevich, avec 67,8 % du scrutin en sa faveur. *Le Délit* s'est entretenu avec Jennings, nouveau président de la MUS.



Quelles sont tes priorités pour la MUS pendant ton mandat?

« J'en ai trois. La première, c'est d'encourager l'engagement des étudiants dans les événements et activités de la MUS, en sensibilisant notamment les élèves U0 ou U1. Il existe souvent un manque d'engagement, pas parce qu'ils ne savent pas que quelque chose se passe, mais parce qu'ils ne le savent pas assez tôt. Pour cela, je compte m'appuyer sur les chaînes de communication de la MUS. Surtout, en centralisant ces chaînes pour fluidifier le partage d'information pour que les étudiants puissent plus facilement savoir ce que la MUS leur offre. La seconde, c'est de trouver des commanditaires pour les clubs de la MUS. Nous avons plein de supers clubs établis, mais les plus petits clubs ont du mal à se lancer. Avec notre grand portfolio de relations avec les entreprises, on peut faciliter cette mise en contact. La troisième priorité, c'est de continuer à travailler sur le renforcement des droits académiques des étudiants. En particulier, sensibiliser sur l'existence de la PASL, la politique sur l'évaluation de l'apprentissage. Plusieurs professeurs violent cette politique, et les élèves ne savent pas qu'ils peuvent soumettre une plainte, ou craignent une confrontation avec leur professeur. Je voudrais donc que la MUS se place comme un intermédiaire dans ce genre de situation. (tdlr) »

Pour ceux qui te connaissent moins, voire pas du tout, comment te décrirais-tu en dehors de la MUS?

« J'aime dire que je suis quelqu'un de calme et fiable, qui accorde une grande importance aux relations dans ma vie. J'essaie de m'entourer des bonnes personnes. Mais j'aime aussi être organisé, et pouvoir voir un progrès dans ce que j'entreprends. Bizarrement, c'est la question la plus compliquée de toutes! Donc voilà : calme et organisé, qui prend les choses importantes au sérieux. »

Qu'est ce que tu penses apporter de neuf à la direction de l'AÉFG?

« Je pense que j'apporte surtout mes relations intrafacultaires. En travaillant avec l'AÉUM en tant que sénateur, j'ai pu découvrir le fonctionnement des autres facultés, ce qui me sert de source d'inspiration dans la direction de la MUS. »

Timotée Allouch-Chantepie
Éditrice Actualités



Les élections pour l'Association des étudiants en génie de McGill (EUS) ont débuté le vendredi 13 janvier. La période électorale durera jusqu'au jeudi 19 février, à l'issue de laquelle les nouveaux membres de l'association étudiante seront révélés au public. Ceux d'entre vous qui connaissent l'EUS reconnaîtront certains noms, comme celui de Hannah Lilles qui quitte son poste de vice-présidente (VP) événements pour briguer le poste de VP interne, face à Sophie Smithson, qui occupe actuellement ce rôle. Au total, quatorze étudiants se présentent pour neuf postes. Certains scrutins peuvent s'avérer compétitifs, comme celui pour le poste de VP des services, qui compte trois candidats, mais d'autres en n'ont qu'un seul par poste. C'est notamment le cas du poste de président. Seul un « Non » majoritaire pourrait empêcher Emile Lalonde d'accéder à la présidence.

Le Délit est allé à sa rencontre. Étudiant de troisième année en génie mécanique, et actuel VP des finances, Emile s'investit depuis longtemps dans la vie étudiante de sa faculté, non seulement auprès de l'EUS, mais aussi au sein du conseil de première année des étudiants en génie mécanique, et de l'équipe de design de Formule 1 électrique.

Interrogé sur les raisons derrière sa candidature, Lalonde explique : « Je trouve que c'est vraiment magique. Le nombre de choses que l'on fait, les projets qu'on organise... c'est vraiment incroyable. » En tant que VP des finances, Lalonde connaît bien des initiatives organisées par l'EUS, que ce soit le magasin de crèmes glacées, le *Open Air Pub* (OAP), ou encore les anneaux de métal reçus en fin de cursus. « On a environ 80 groupes différents », explique-t-il, « et je dois tous les connaître. Je pense que cette vue d'ensemble est une expérience importante pour un futur président ».



Héloïse Durning
Éditrice Actualités

*Photos fournies par les candidats

Lalonde poursuit en décrivant avec plus de détails les attentes pour le poste et ses ambitions. Il explique que le rôle de président n'est pas gravé dans le marbre, mais qu'il varie selon l'organisation globale du comité de l'EUS. Pour Lalonde, l'objectif n'est pas de révolutionner le poste. « Beaucoup de ma plateforme, c'est juste avoir une meilleure collaboration au sein de l'organisation », souligne-t-il. « Il y a beaucoup de malentendus qui pourraient être évités si l'on prenait juste une seconde pour réfléchir et se parler. Je veux faire en sorte que tout le monde travaille mieux ensemble. »

En dernier mot, Lalonde encourage le corps étudiant à venir profiter des services proposés par l'EUS, « surtout le magasin de crème glacée ! » annonce-t-il en riant. « Mais plus sérieusement », ajoute-t-il, « l'EUS est magique. Si vous êtes en génie et que vous avez une idée de projet, on peut vous aider : on a tellement de ressources ! »

...de l'AUS & de la SUS



L'Association étudiante de la Faculté des arts (AUS), qui représente la plus grande faculté mcgilloise en nombre d'étudiants, tiendra ses élections exécutives du 19 au 26 février. De nombreux postes sont à pourvoir, dont celui de vice-président aux finances, aux communications, ou encore aux relations sociales. Le poste de président de l'AUS est lui aussi en jeu, avec trois candidats : Bogdan Sava, Rishi Kalaga et Keith Baybayon. *Le Délit* s'est entretenu avec chacun d'entre eux. Ils nous ont détaillé leurs ambitions et leurs projets s'ils sont élus.



Bogdan Sava

Président de l'Association des étudiants en sciences politiques (PSSA) au cours de l'année 2025-2026, Sava veut « utiliser ce qu'il a appris » au cours de son mandat précédent pour « représenter la perspective des départements et comprendre les enjeux auxquels ils font face ». Il compte mettre en place des mécanismes de transparence s'il est élu et s'assurer que les communications entre l'AUS et les départements se font à l'avance. Durant notre entretien, il a souligné l'importance de tenir des « réunions plus régulières avec les présidents des associations départementales », au nombre de 32. Une façon, selon lui, de « prendre le pouls » de ces organismes, ce qui permettrait à l'AUS de mieux les représenter. Il souligne aussi l'importance de « construire des ponts avec la communauté francophone ».

Rishi Kalaga

Directeur du conseil d'administration de l'Association des étudiants de l'Université McGill (AÉUM), Kalaga se présente à la présidence de l'AUS pour « innover et créer de nouveaux projets ». Il axe notamment son programme autour de l'idée d'aider les étudiants de la Faculté à accéder à des stages rémunérés grâce au *Arts Student Employment Fund*. « Dans un monde où les humanités sont de moins en moins valorisées, je veux aider les étudiants avec la sécurité de l'emploi », explique Kalaga. Il déclare également vouloir améliorer la vie étudiante de la Faculté. Il veut « subventionner le Bar des Arts, proposer une gamme de boissons plus variée et s'associer au Bar Blues ». Il souhaite aussi retravailler le système de réservations de salles, car il est « compliqué d'avoir une réservation à l'heure actuelle ».



Keith Baybayon

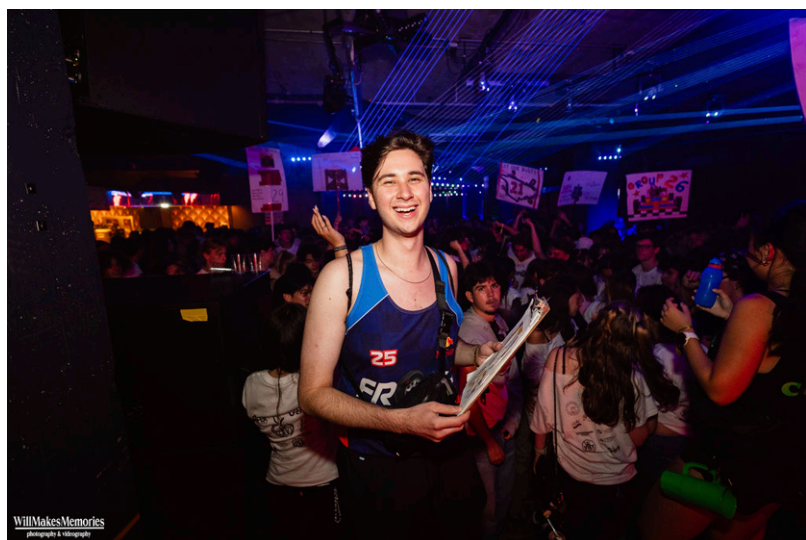
Sénateur à l'AUS pendant l'année 2025-2026, Baybayon se présente pour « assurer la stabilité de l'Association et pour apporter du changement progressif ». Son programme repose sur la responsabilité de l'exécutif de l'AUS envers les étudiants de la Faculté. « La gouvernance forte protège les étudiants ». Il assure vouloir « travailler en coordination avec les étudiants ». Ses priorités? L'apprentissage inclusif et efficace, et la politique sur l'évaluation de l'apprentissage (PASL) qu'il souhaite renforcer, puisqu'il « accorde de nombreux droits aux étudiants en matière d'évaluation académique ». Il souhaite aussi créer la possibilité pour les étudiants de créer des clubs sous l'égide de l'AUS, ce qui est impossible pour le moment. Son message de fin : « Je veux que n'importe quel étudiant puisse venir me voir sans crainte. »

Aurélien Quémener
Éditeur Actualités

SUS

Les élections exécutives de l'Association étudiante de la Faculté des sciences (AÉFS ou SUS) ont débuté le vendredi 13 février, et se poursuivront jusqu'au 23 février à 23 h 59. Les résultats seront dévoilés le 24 en journée ; le corps étudiant de la Faculté des sciences connaîtra alors son nouveau président, ses vice-présidents académique, externe, interne, aux finances, aux communications, à la durabilité, ainsi que son nouveau sénateur et ses représentants à l'AÉUM.

Pour le poste de président, il n'y a qu'un seul candidat en lice : Victor Dekarli, étudiant de deuxième année dans le programme de neurosciences. *Le Délit* a pu s'entretenir avec lui pour en apprendre plus sur son programme.



Dekarli est impliqué au sein de la SUS depuis sa première année à McGill, lors de laquelle il était vice-président académique du Conseil de première année (FUSS) et membre du comité sur la santé mentale. Au cours de sa deuxième année, il a continué d'être actif au sein de la SUS, occupant le poste de responsable du comité sur la santé mentale, ainsi que celui de coordinateur à l'inclusion et à la durabilité pour les *Science Games*, qu'il décrit comme un « merveilleux événement interdépartemental qui renforce les liens et crée un esprit communautaire au sein du corps étudiant ». Depuis mai 2025, il est le vice-président interne de l'Association et organise les événements annuels de la SUS, dont *frosh* et le bal de graduation.

Il explique que ce sont ses nombreuses implications au sein de la SUS qui l'ont poussé à se présenter pour la présidence de l'Association. « À travers tous mes rôles, j'ai acquis une bonne compréhension du fonctionnement interne de la SUS et de l'opinion des étudiants à propos de l'Association », explique-t-il. Il estime désormais disposer des compétences nécessaires pour « mettre en œuvre des initiatives inclusives et efficaces » pour la Faculté.

Eugénie St-Pierre
Rédactrice en chef

Il espère, advenant son élection, solidifier la communication, la transparence et la reddition de comptes au sein de l'Association, ainsi que de continuer à construire une bonne atmosphère pour les étudiants de premier cycle. Il souhaite par ailleurs instaurer un climat propice à la participation démocratique de tous les étudiants. « J'aimerais encourager davantage de personnes à se présenter aux élections. Nous entrons dans une période où de nombreux membres de la SUS vont graduer, les nouveaux étudiants devraient s'impliquer autant que possible », affirme-t-il. Il ajoute que « la SUS est un excellent moyen de s'intégrer à la communauté mcgilloise. Les étudiants ont tendance à être obnubilés par leurs cours et leurs recherches ; c'est important aussi, mais s'impliquer dans l'Association est un excellent moyen de rencontrer des gens et de contribuer à créer une communauté au sein de l'espace universitaire scientifique ».

Cent jours après les élections

La table ronde « 100 jours après les élections de novembre 2025 ».

Le 10 février dernier, au nouveau centre SANAAQ, à Montréal, s'est tenue une table ronde portant sur l'élection municipale de novembre 2025. L'événement représentait le fruit d'une collaboration entre le Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises (CRIEM), la Table de quartier Peter-McGill, Élections Montréal et la Chaire de recherche du Québec sur la démocratie, le vivre-ensemble et les valeurs communes. L'événement avait pour but de comprendre le faible taux de participation du district de Peter-McGill afin de prévoir un meilleur déroulement de la prochaine élection.

Un système électoral complexe

La ville de Montréal est divisée en 19 arrondissements, eux-mêmes composés de districts pour un total de 58 districts électoraux dans la ville. Lors des élections, chaque secteur vote pour différents postes à la mairie selon leur arrondissement : par exemple, les habitants du district de Peter-McGill votent pour le maire de la ville ainsi qu'un conseiller de ville du district. Les électeurs d'un même arrondissement, mais de districts différents

auront des choix de conseiller à la ville différents, puisque les candidats ne sont pas les mêmes selon le district.

Des tendances évocatrices

Avec seulement 23,2 % des électeurs ayant voté, le taux de participation du district de Peter-McGill est le plus bas de la ville. Un sondage à la sortie des urnes (*exit poll*) a été mené auprès des électeurs afin d'obtenir des renseignements démographiques, mais aussi leur avis sur certains facteurs déterminants de l'élection. Les résultats du sondage présentés en primeur à la table ronde du 10 février sont étonnants : dans l'arrondissement de Ville-Marie, les hommes sont plus nombreux à se rendre aux urnes que les femmes (30,7 % contre 29,6 %). Cette tendance est inverse à celle de la ville, qui enregistre au vote un pourcentage de femmes plus élevé.

Bien que l'arrondissement ait enregistré un renouvellement de l'électorat de 30 % depuis 2021, cela n'empêche pas un recul progressif de la participation, qui passe à 30,7 % en 2025 contre 38,6 % en 2013. Cela signifie donc que, malgré un plus grand nombre d'électeurs inscrits, ces derniers ne se présentent pas nécessai-

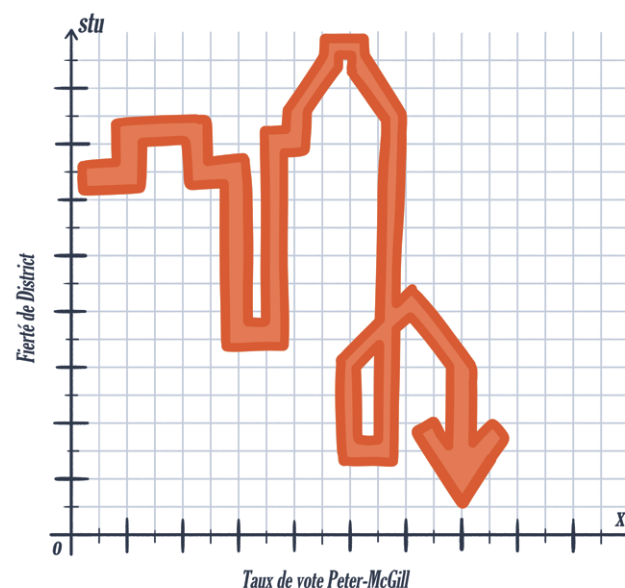
rement aux urnes. La table ronde tente d'établir des pistes de recherche pour comprendre ce phénomène.

Les enjeux au cœur de l'élection

Les sujets qui préoccupaient davantage les électeurs varient selon le groupe d'âge. Alors que les électeurs de 18 à 29 ans placent l'accès au logement en tête de liste, le groupe de 30 à 44 ans valorise plutôt le transport en commun. De façon similaire, la sécurité publique et la criminalité ne semblent pas être des sujets prioritaires pour l'électorat de 18 à 44 ans, à la différence de leurs aînés.

Le sentiment d'appartenance: un facteur important

Le sondage a aussi permis d'identifier le niveau de fierté et d'appartenance des électeurs à différents niveaux de communautés : le Canada, le Québec, Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie et leur voisinage. Les habitants du district de Peter-McGill notent une grande fierté par rapport à leur district et leur ville, mais pas pour leur arrondissement. Selon les chercheurs de la table ronde, dans un système électoral complexe basé sur le vote par arrondisse-



Stu Doré | Le Délit

ment, il est possible que le faible taux de participation soit lié à cet écart d'appartenance.

Le bilan final sur les élections municipales de 2025, publié par Élections Montréal, est à paraître en juin 2026. Toutes les données portant sur les élections municipales de 2025 dans l'arrondissement Ville-Marie proviennent des experts ayant pris la parole à la table

ronde du 10 février, dont les résultats ne sont pas encore publiés. ☹

Rose Langlois
Éditrice Culture

CANADA

Neuf morts dans une fusillade scolaire

Une ancienne élève a ouvert le feu dans une école secondaire en Colombie-Britannique.

Ce mardi 10 février, Tumbler Ridge a été frappée par la pire fusillade scolaire au Canada depuis le massacre de Polytechnique en 1989. Cette petite ville isolée de 2 400 habitants, située au pied des Rocheuses à 1 200 kilomètres de Vancouver, porte désormais le poids d'une tragédie nationale. Jesse Van Rootselaar, 18 ans, ancienne élève, a d'abord tué sa mère, Jennifer Strang, 39 ans, ainsi que son demi-frère de 11 ans à leur domicile, avant de se rendre à la Tumbler Ridge Secondary School. À 14 h 20, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a reçu un signalement de tirs actifs. Après avoir ouvert le feu dans l'école, la tireuse a été retrouvée morte par blessure auto-infligée. Le bilan est lourd : neuf morts et 27 blessés.

Une communauté sous le choc

Dans cette petite ville où tout le monde se connaît, l'horreur a bouleversé le quotidien de la communauté. « Tout semble tellement irréel. Les larmes n'arrêtent pas de couler. Tant de jeunes vies fauchées inutile-

ment (tdlr) », a confié le grand-père d'Ezekiel Schofield, 13 ans, tué dans la fusillade. « C'est une petite ville très soudée, et l'impact d'un événement comme celui-ci est ressenti par tout le monde », a écrit sur X le député provincial Larry Neufeld. Le ministre fédéral Gregor Robertson, qui s'est rendu sur place, a décrit « une communauté extraordinaire », où il a été témoin « d'une compassion et d'une entraide remarquables chez chaque personne rencontrée ».

La fusillade a provoqué une vague d'émotions à travers le pays et au-delà des frontières canadiennes. Le premier



Stu Doré | Le Délit

ministre Mark Carney a annulé ses déplacements à Halifax et Munich. Visiblement ému devant la Chambre des communes, il a déclaré : « Ce matin, des parents, grands-parents, frères et sœurs à Tumbler Ridge se réveilleront sans quelqu'un qu'ils aiment. La nation pleure avec vous. » À l'étranger, Emmanuel Macron, Volodymyr Zelensky, le roi Charles III et Friedrich Merz ont exprimé leur solidarité envers les victimes.

Des lois mises à l'épreuve

Au Canada, les fusillades scolaires restent rares. La dernière de cette ampleur remonte à Polytechnique, où 14 femmes ont perdu la vie. Cette tragédie a mené à l'adoption du projet de loi C-17 en 1991, puis à la Loi sur les armes à feu en 1995. Depuis, plus de 2 500 armes de type « assaut » ont été interdites et un gel de la vente d'armes de poing a été imposé entre 2022 et 2023, et se poursuit progressivement jusqu'en 2026. Malgré ces mesures, les crimes violents liés aux armes à feu ont bondi de 84 % entre 2010 et 2020 au Canada.

Des questions sans réponses

De nombreuses zones d'ombre persistent. La police serait intervenue à plusieurs reprises au domicile de Van Rootselaar en raison de sa santé mentale. Des armes à feu se trouvaient dans le foyer familial : elles auraient été saisies puis restituées à leur propriétaire légal. Le permis de possession de la tireuse était pourtant expiré depuis 2024, et les armes retrouvées à l'école ne seraient pas enregistrées à son nom. Aucune note n'a été découverte et le motif reste inconnu.

La GRC a par ailleurs confirmé que Van Rootselaar était une femme transgenre. Cette information a rapidement été instrumentalisée par des influenceurs de la droite américaine, relayant l'idée d'une « épidémie de violence transgenre ». Or, selon James Densley, cofondateur du Violence Prevention Project, 97,5 % des fusillades de masse recensées aux États-Unis ont été commises par des hommes cisgenres, contre 0,5 % par des personnes trans-

genres. Des militants 2SLGBTQ+ ont déploré que cette récupération politique détourne l'attention du deuil collectif.

« Déterminer le "pourquoi" sera difficile, mais nous ferons tout notre possible pour reconstituer ce qui s'est passé », a admis le surintendant de la GRC, Ken Floyd. En attendant, mercredi soir, des centaines de résidents se sont rassemblés pour une veillée aux chandelles au cœur de la ville. ☹

Joséphine Miton
Contributeur

Les bienfaits d'être un lâche

La neutralité au service des injustices.

Antoine Proulx
Éditeur Opinion

Le titre de cet article évoque une de mes tentatives vaines à motiver nos lecteurs dans l'espoir de faire d'eux des contributeurs du Délit. Au cours de ma pseudo-carrière au sein du journal, j'ai essayé la provocation, l'attribution et les supplications, me butant toujours à l'inaction. Compréhensible, pour une pléthore de raisons, parmi lesquelles mon côté abrasif et légèrement détestable doit figurer en tête du classement. Mais j'ose ici formuler l'idée que c'est surtout parce qu'écrire en Opinion exige d'accepter une part de risque et d'aller au-delà du simple recel d'informations exécuté mille fois par les troubadours du quatrième pouvoir. Il faut réfléchir pour soi ; une entreprise des plus vertigineuses lorsqu'on s'est habitué à répéter ce qui a été réfléchi pour nous.

La neutralité est une affliction dont l'inaction est le plus virulent symptôme. Ça en jette, non, comme première phrase? Ça fait apprenti-philosophe-frais-chié-arriviste-intellectuel-light. Ça me mérite amplement le statut de dignitaire de la glorieuse McGill University - ne manque plus que ma conversion à l'anglais. Continuons.

Loin de moi l'idée de tous vous traiter de pestiférés intellectuels pour cause de votre refus d'écrire, je dois cependant vous confier que votre inaction me frustre. Mais, soyez sans crainte, vous n'êtes pas seuls. Nous sommes tous tributaires d'un écosystème politico-médiatique qui dévoue tout son savoir-faire à une création de sa neutralité, de son objectivité feinte. Si la neutralité m'est vomitive, c'est bien parce qu'elle cache une sorte de dissimulation systématique et systématique de la vérité. On nous vend l'importance de médias purement factuels, d'une presse libre complètement illusoire, de gouvernements bienveillants et démocratiques... il faut bien que quelqu'un soit le détenteur de la vérité! Je ne veux pas osciller entre cynisme et complotisme, étant moi-même un (minuscule) (microscopique) engrenage de ce système, mais force est d'admettre que chaque action, décision et reportage a un objectif bien plus large que celui d'informer.

Ne sont apolitiques que les annonceurs de numéros de loterie et les diseuses de bonne aventure météorologique. Et encore! Toute action que nous posons est politique, et toute action que nous refusons de poser l'est tout autant. Nous devrions avoir infiniment plus de reproches pour l'inaction réfléchie que pour l'action réfléchie. Et nous devrions carrément monter aux barricades contre ceux qui prétendent être passifs et impartiaux, mais modulent la réalité pour mieux se l'approprier. De toute façon, l'impartialité est un choix en soi, et donc

forcément partial, puisqu'il implique notre jugement. Un peu métaphysique comme début d'article, je le concède. Je vous bombarde de concret sous peu, promis.

Innombrables sont les hypocrites qui se donnent bonne conscience en restant objectifs, neutres, impassibles devant toute la misère et la souffrance du monde.

La formule est si efficace. Maquillés et savamment entraînés, les colporteurs de vérité nous vendent leur objectivité de téléjournal. Quand on parle d'Israéliens, d'Américains ou du monde pseudo-développé, les morts sont des victimes, les gens sont tués, assassinés, massacrés. Quand un Gazaoui ou un Soudanais meurt, il existe deux ingénieuses façons de nous le présenter. Soit il meurt, sans plus, d'une mort étymologiquement naturelle, soit c'est un dangereux terroriste, une menace à l'aseptisation générale de notre monde.

Combien de temps a mis Radio-Canada à enfin utiliser le terme « génocide » après les constats alarmants de l'ONU (déjà 79 ans en retard)? Et La Presse? Et Le Devoir? Et nos gouvernements? Et nous-mêmes? Combien de temps avons-nous prétendu voir dans le meurtre de civils un conflit ambivalent? Combien de temps avons-nous réellement cru que des enfants étaient en réalité des soldats du Hamas? Et le dévoilement de la vérité n'a été rendu possible que par l'énormité du mensonge collectif : 67 000 morts, ça commence à faire tout un tas. Visible depuis la Lune, certainement. Mais pas sur nos écrans.

Faisons un moment abstraction de ce que nos diffuseurs du savoir absolu se plaisent à appeler un conflit. Ce n'est, après tout, qu'un exemple parmi tant d'autres. Au Rwanda, au nom des principes de non-ingérence et de neutralité, 800 000 personnes sont mortes en 100 jours. Même sort pour les peuples du Biafra, du Congo, du Timor, du Myanmar, du Cambodge... Notre penchant pour l'évitement semble motivé par notre niveau d'intérêt envers les victimes. Peut-être qu'elles ne sont tout simplement pas assez blanches pour que l'on s'intéresse à elles de manière désintéressée. Une perte de temps, selon nos régisseurs, de défendre concrètement TOUS les peuples marginalisés et en voie d'extermination. Encore quelques milliards pour l'Ukraine?

Allons plutôt instaurer la démocratie en Irak et au Venezuela, et tant mieux si le pétrole y coule à flots! Allons en Afrique du Sud mettre fin à l'apartheid, si cela nous facilite l'accès aux diamants et aux émeraudes qui y pullulent! Si seulement la Palestine produisait des semi-conducteurs et le Soudan du lithium : on ne parlerait que d'eux. Les



Catvy Tran | Le Délit

« Quel intérêt de diffuser ou dénoncer la souffrance si elle ne déstabilise pas notre précieux quotidien? Vaut mieux donner du temps d'antenne à la marmotte qui annonce le printemps ou aux concours pour chiens savants »

grandes puissances se bousculeraient pour les sauver, histoire de leur faire goûter les délices de la démocratie. Adieu l'inaction!

Domage pour eux de ne pas pouvoir saisir l'opportunité. Les nations en ruine ne peuvent être des victimes aux yeux du monde que si elles sont utiles. Une belle leçon de néo-post-libéralisme-mercantiliste-humanitaire.

Quel intérêt de diffuser ou dénoncer la souffrance si elle ne déstabilise pas notre précieux quotidien? Vaut mieux donner du temps d'antenne à la marmotte qui annonce le printemps ou aux concours pour chiens savants. Du pain tranché et des jeux vidéo. Soyons bêtes. Restons-le.

Je ne suis bien sûr aucunement qualifié pour faire figure de moralisateur de nos institutions. Je ne détiens pas un sens absolu du bien et du mal. Mais faut-il vraiment être parfaitement noble, informé et omniscient pour oser défier les adeptes du vide?

Faut-il vraiment attendre les rapports de l'ONU ou les condamnations en cour internationale pour identifier un crime? Sommes-nous incapables de voir dans la souffrance de l'autre une injustice suffisante pour briser enfin ce sacro-saint attachement à la neutralité journalistique et étatique? Je ne fais pas ici l'apologie de l'ingérence ou d'interventions illégales, évidemment. Je ne fais que m'opposer vertement à l'oisiveté universelle qui nous empoisonne.

Je ne veux cependant pas donner l'impression que je m'oppose à l'information qui pourrait être véhiculée de manière réellement objective. J'argue simplement qu'elle n'existe pas. Il est impossible pour les médias, pour nos élites et autres tortionnaires de nous transmettre la vérité. Il ne s'agira toujours que d'une histoire. Racontée avec brio et en moult détails, mais une histoire quand même. Une histoire pleine de vérité, filmée de manière mensongère. Un montage. Un canular. Une preuve à conviction absolument ir-

réfutable de la complicité de nos systèmes dans la pérennisation des maux de l'humanité.

Cessons donc de prétendre que nous sommes neutres. Ce serait déjà un bon début. Acceptons que tous nos gestes ont un sens idéologique, et que notre inaction est encore plus condamnable que l'exercice de notre jugement. Rester passif, c'est consentir et collaborer, et l'Histoire ne donne que très peu souvent raison aux collabos. Il en vaudra toujours mieux de défendre ses convictions que de courtiser sans cesse l'appréciation de tous en abandonnant nos combats les plus fondamentaux.

La lâcheté n'est pas génétique ni congénitale ; elle est apprise, acquise, internalisée. Elle n'est heureusement pas incurable. À force de volonté, on peut en venir à bout. Je vous supplie de trouver quelque chose qui saura vous indigner. Et, si vous vous en sentez capables, je vous exhorte de l'écrire. Mais bon, chaque chose en son temps. ☹

L'anatomie d'une rupture sociale et urbaine

La Petite-Bourgogne se guérit des séquelles du projet d'autoroute Ville-Marie.

La Petite-Bourgogne est un quartier de l'arrondissement Sud-Ouest de la ville de Montréal. Ses fresques, ses plaques historiques et ses terrains de sports racontent l'histoire d'une communauté soudée et riche en culture. Pourtant, une consternation, héritée des années de marginalisation, persiste chez certains habitants. Même la voix feutrée du jazziste Oscar Peterson, qui résonne dans les institutions portant son nom, peine à couvrir le vacarme de l'autoroute Ville-Marie.

Mais ce ne sont pas seulement des nuisances sonores que se plaignent les habitants de la Petite-Bourgogne : ils déplorent surtout les nombreux effets néfastes de la construction de l'autoroute sur la cohésion communautaire et la vitalité économique du quartier.

Voyez, avant l'arrivée de l'autoroute, la Petite-Bourgogne a longtemps été l'épicentre du jazz, et un pilier de la culture noire au Canada. Pendant l'ère de la prohibition aux États-Unis, les musiciens de jazz et d'autres artistes en quête de reconnaissance y trouvent un refuge et un public. Des figures légendaires du jazz telles que Louis Armstrong ou Ella Fitzgerald ont ainsi pu s'y épanouir sur une scène vibrante et accueillante, dans un contexte où, au sud de la frontière,

la ségrégation raciale leur imposait de nombreuses contraintes. La communauté de la Petite-Bourgogne a ainsi pu offrir un souffle de magie musicale à la ville de Montréal.

À partir de la fin des années 1960, la ferveur qui avait gagné la communauté noire de Petite-Bourgogne semble s'être largement essouffée. Au cœur de cette dissipation se cachent des réalités plus sombres : une désindustrialisation accélérée, un projet politique intransigeant et un racisme invisibilisant.

Une communauté de prolétaires solidaires

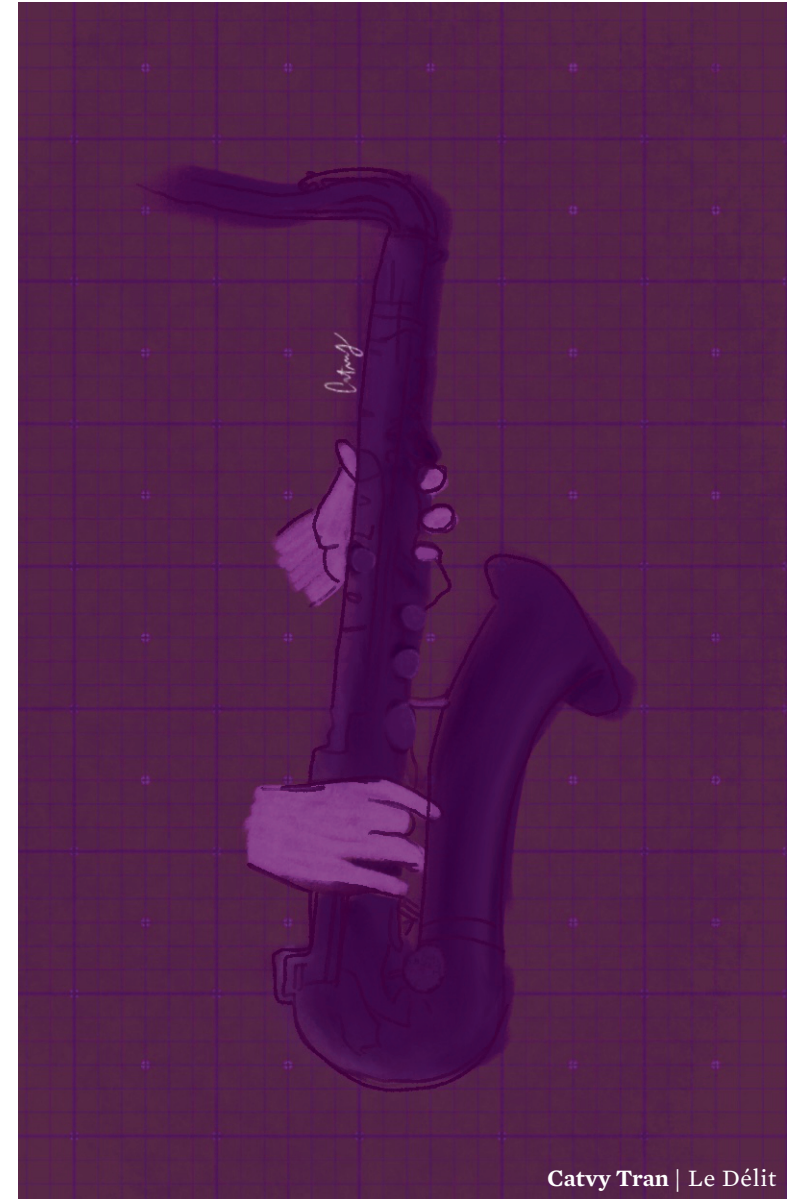
Une simple autoroute ne semblerait pas, à première vue, pouvoir provoquer un choc social et économique de telle ampleur. La division du travail, conséquence directe de la ségrégation raciale informelle, permet d'expliquer la relation entre ces deux phénomènes et leurs impacts destructeurs.

Victime d'une injustice structurelle et d'un mépris généralisé, la communauté noire de Montréal se trouvait historiquement concentrée dans les environs du quartier de la Petite-Bourgogne. C'est ainsi, en périphérie du centre-ville, que se sont développées des opportunités économiques et un fort sentiment de solidarité

communautaire. À proximité des stations de trains de Bonaventure et Windsor, situées en plein cœur de la Petite-Bourgogne, de nombreux hommes noirs ont pu obtenir du travail dans des compagnies ferroviaires, notamment comme porteurs et portiers. Dans un contexte où la discrimination restreignait fortement l'accès au marché du travail, ces postes représentaient une occasion exceptionnelle d'accéder à la mobilité sociale. Ainsi a émergé une nouvelle classe économique stable au sein de la communauté noire de la Petite-Bourgogne. Cela a permis un ruissellement dans le reste du quartier : services communautaires, investissement dans des commerces locaux et essor culturel.

Au-delà de la valeur économique de ces emplois, l'allègement de la précarité et les bénéfices liés aux voyages à travers le continent ont permis une socialisation accrue. Un exemple emblématique des avantages de cette mobilité a été la mobilisation politique des Noirs au Canada. Notamment, l'établissement d'une branche du *Universal Negro Improvement Association* à Montréal a permis une popularité croissante du garveyisme. La mère de Malcolm X était membre de l'organisation durant son passage à la Petite-Bourgogne.

En outre, l'établissement de nombreux services sociaux, tels que le *Negro Community Centre* ou le *United Union Church*, ont été cruciaux pour le renforcement de la solidarité communautaire. Ces associations coopératives ont non seulement apporté un soutien matériel et éducatif, mais ont aussi servi de lieu



Catvy Tran | Le Délit

tion d'une partie de la Petite-Bourgogne et la construction de l'autoroute Ville-Marie.

À court terme, cette décision de politique urbaine a eu pour effet

Comme l'explique Michael P. Farkas, président de l'association *Little Burgundy's Youth in Motion*, ce projet « a morcelé la communauté (tdlr) » et contribué à l'aliénation économique du quartier. Malgré

« Malgré la résilience des habitants du quartier de la Petite-Bourgogne, leur statut de minorité raciale les rend invisibles, pour ne pas dire sacrificables »

de rencontre pour les membres de la communauté.

Une injustice invisible

Malgré la résilience des habitants du quartier de la Petite-Bourgogne, leur statut de minorité raciale les rend invisibles, pour ne pas dire sacrificables, aux yeux des projets de modernisation portés par la municipalité.

C'est dans le contexte de la Révolution tranquille et de la transition vers l'automobile qu'un changement urbain ayant pour effet le bouleversement du tissu social et culturel de la communauté de la Petite-Bourgogne s'est produit. Rêvant d'une vision de ville moderne, où le transport des marchandises serait fluidifié par un réseau d'autoroutes extensif, le maire de Montréal Jean Drapeau donne son feu vert pour la démolition

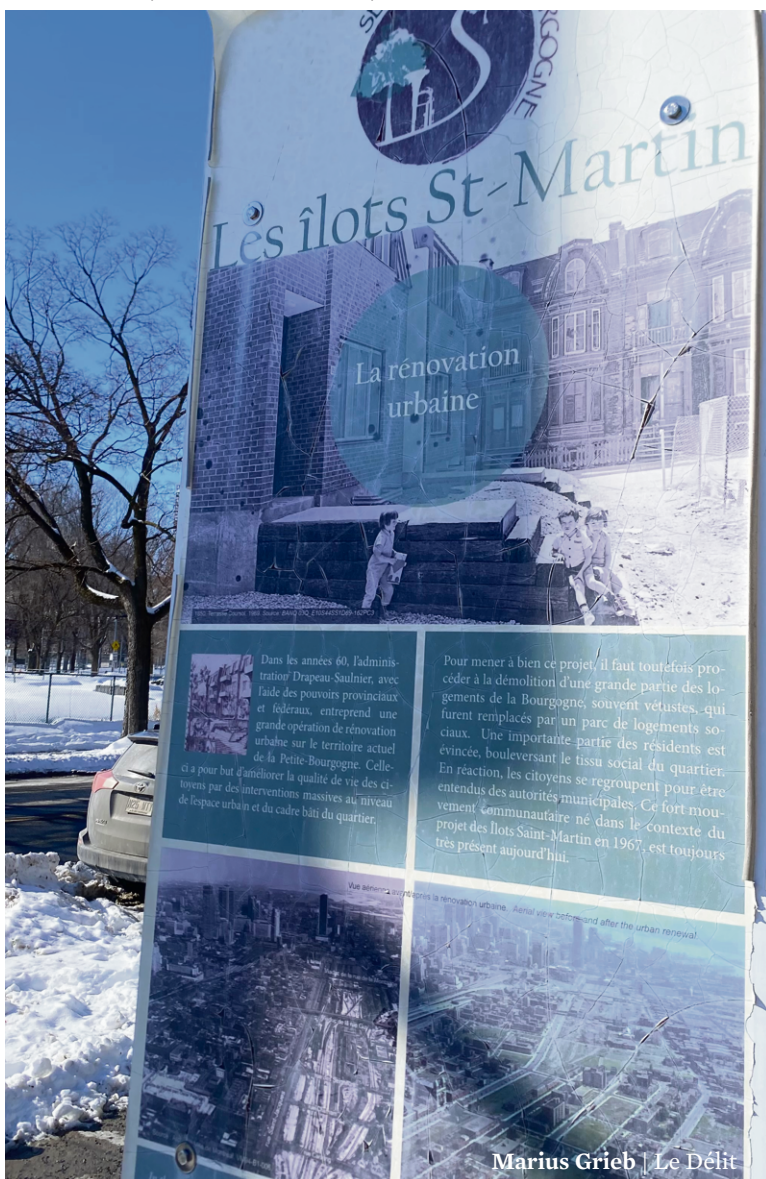
l'expropriation et la destruction de nombreuses maisons d'habitants noirs du quartier. Contraints à déménager, beaucoup d'entre eux quittent la Petite-Bourgogne pour s'installer dans d'autres régions de Montréal. Alors que la population noire du quartier représentait à un moment près de 90 % de la population noire de Montréal, en 1996, près de trois décennies après l'achèvement du projet, ce taux était tombé à 2 %.

En outre, le déclin de la compétitivité du système ferroviaire a entraîné une perte de revenus stables pour les employés des gares du quartier. À l'échelle collective, cette diminution des opportunités économiques a fragilisé les réseaux communautaires, provoquant à la fois un appauvrissement matériel et culturel.

Aujourd'hui, les effets de ce projet d'autoroute se font encore sentir.

ces défis persistants, il demeure optimiste pour le futur et toujours prêt à promouvoir le progrès pour sa communauté : « Même les plus petits rêves, quand on les poursuit à plusieurs, peuvent déplacer des montagnes! Ce n'est pas de la magie, non, c'est simplement la beauté de l'unité et du consensus qui nous permettent d'avancer main dans la main vers un but commun ». ☉

Marius Grieb
Éditeur Enquête



Marius Grieb | Le Délit

Dire adieu au bœuf, une solution viable?

Remplacement du bœuf aux services alimentaires de Polytechnique.

Voir notre planète dépérir est devenu une normalité, une routine inévitable, un phénomène hors de notre portée. Il n'est plus possible de dire qu'il est « minuit moins une », puisque l'horloge climatique semble déjà avoir sonné l'heure de notre condamnation. Mais ce qu'on oublie, c'est que de simples changements dans nos habitudes de vie peuvent avoir d'immenses impacts lorsqu'ils sont accompagnés par l'appui de toute une communauté.

C'est en suivant une réflexion similaire qu'en automne dernier, l'association des services alimentaires de Polytechnique (l'ASaP) a décidé de remplacer le bœuf de son menu au profit d'une diversification accrue de l'offre alimentaire.

Petit ingrédient, gros impact

Il est important de savoir que ce changement s'inscrit dans la démarche de carboneutralité de l'établissement, qui vise à réduire son empreinte écologique d'ici 2050. L'ASaP est un joueur-clé de cette transition. C'est en faisant le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) que les services alimentaires ont pris conscience de l'impact écologique que le bœuf représentait pour l'institution.

Selon Benoît Beauséjour-Savard, directeur général de l'ASaP, les repas contenant de la viande bovine représentaient seulement 8 % des revenus de l'entreprise, mais ils étaient responsables d'environ 50 % de ses émissions de GES.

Le secteur bovin est connu pour ses émissions très élevées de méthane provenant directement de l'élevage de ces ruminants. Il émet d'ailleurs cinq fois plus de GES que les autres protéines animales. Cette industrie est également tristement célèbre pour l'importante déforestation qu'elle encourage. Cela est dû à l'aménagement de pâturages et de terres agricoles dont les produits sont entièrement dédiés à nourrir les élevages bovins.

Demeurent aussi importants la pollution que représente le protoxyde d'azote dans cette industrie et le fait que l'élevage bovin utilise 11 fois plus d'eau que l'élevage des autres protéines animales.

Bien que le bœuf demeure un aliment à l'empreinte carbone élevée, de nombreux efforts sont mobilisés par nos producteurs locaux vers une industrie plus verte. Que ce soit la révision de l'alimentation des bovins ou la diminution progressive de la quantité d'eau utilisée dans le cadre de ces activités, il est important de reconnaître que plusieurs progrès ont été réalisés au cours des 30 dernières années.

Le *Beef Cattle Research Council* semble affirmer que les émissions dues à ce

secteur sont infimes, mais il est évident qu'au cœur d'une crise climatique, où le monde brûle et le temps manque, chaque effort compte.

Ce n'est pas parce que le gouvernement du Québec a abandonné ses cibles de GES qu'il faut arrêter la lutte!

Un geste à valeurs multiples

Bien que la motivation de ce remplacement soit de nature écologique, la mesure amène également de nombreux bienfaits sur les plans de l'économie et de la santé.

Avec un prix moyen de 14,78 dollars par kilogramme, le bœuf est nettement plus dispendieux que le porc (2,54 \$/kg) et le poulet (2,09 \$/kg). Dans un contexte de précarité alimentaire assez marquée, où près d'un étudiant sur cinq fréquente les banques alimentaires, l'ASaP s'engage à maintenir des prix abordables pour toute la communauté, soit sous la barre des dix dollars par repas. Clairement, afin de s'assurer de maintenir une facture sous ce seuil, il est important de revoir l'offre alimentaire.

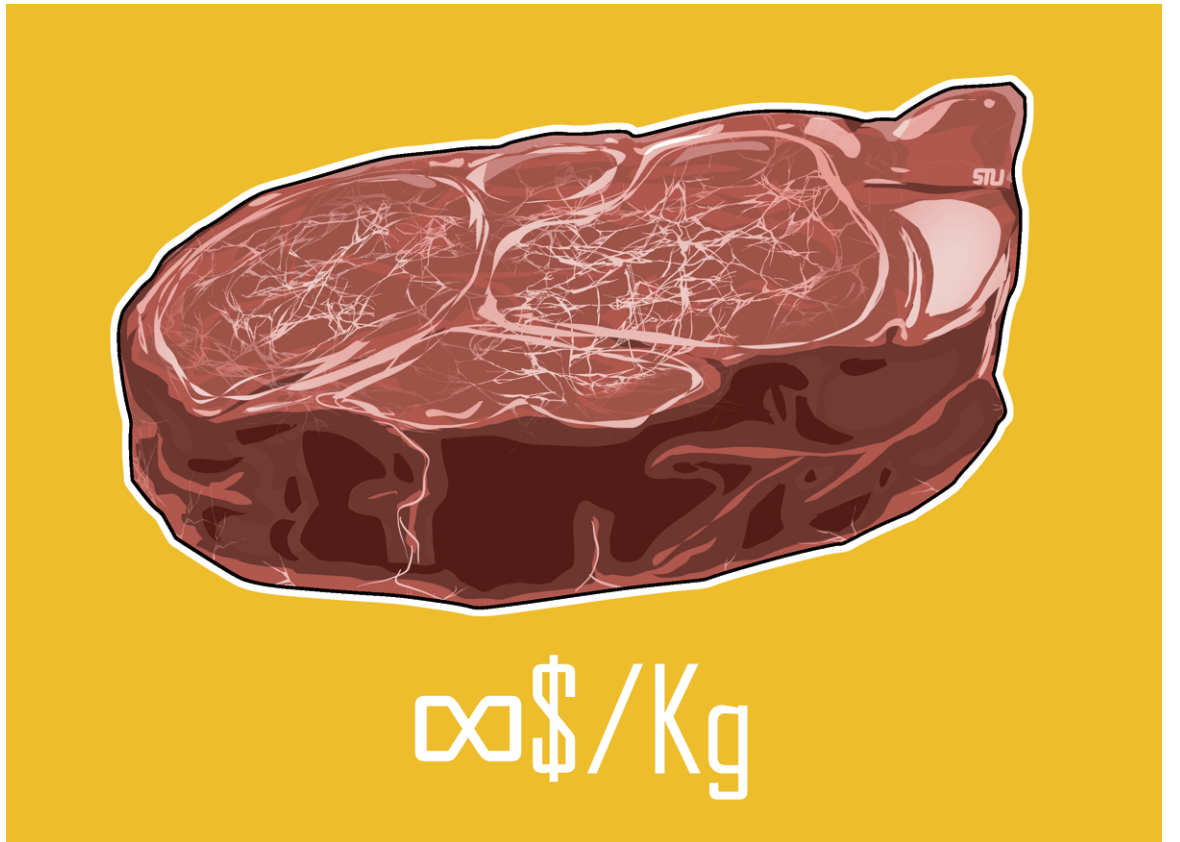
De plus, selon la Société canadienne du cancer, il est déconseillé de consommer de grandes quantités de viande rouge, telle que le bœuf et le porc, associées à une augmentation du risque de cancers et de maladies cardiovasculaires.

Bien sûr, on parle d'une consommation importante de ce type de viande, mais si l'ASaP tient réellement à présenter un menu proposant des alternatives plus saines, il est évident qu'un remplacement ou une réduction de ces produits s'impose.

La mise en place

Dans la foulée de son projet de carboneutralité, Polytechnique a fait appel au CIRAIG, le Centre international de référence sur l'analyse du cycle de vie et de transition durable, afin d'évaluer l'empreinte carbone de l'ASaP et de ses autres activités. Puis, un système d'étiquetage a été mis en place sur les menus des services alimentaires, classant les repas selon leur impact environnemental afin de sensibiliser la communauté étudiante sur ses choix alimentaires.

En mars dernier, des groupes de discussion d'étudiants de Polytechnique ont exploré la réduction des GES, en considérant le remplacement du bœuf, avec une condition de diversification des menus par les services alimentaires. En mai, le conseil d'administration de l'ASaP a décidé d'adopter cette mesure. Depuis, selon le directeur général de l'organisation, l'achalandage à ses points de vente a augmenté de 14,8 % en janvier 2026 relativement au même mois de l'année précédente, alors que



Stu Doré | Le Délit

les prix des repas ont à peine augmenté d'1 %.

Le revers de la médaille

Évidemment, en tant que première institution à effectuer ce remplacement en Amérique du Nord, Polytechnique a été sujette à de nombreuses critiques. L'ASaP a notamment dû dialoguer avec plusieurs producteurs de

compris les « élites » et les grands diplomates, doivent mettre la main à la pâte. Mais, peut-on réellement parler d'hypocrisie? La décision a été prise par la communauté étudiante dans un but purement environnemental, les « élites » n'ont vraiment rien à faire là-dedans.

Au-delà des dérives politiques et de l'apparition du #BringTheBeefBack

fends fermement l'avancement de cette proposition. Ses services alimentaires offrent déjà une grande variété d'options nutritives, mais, du moins, la diminution progressive de la quantité de bœuf utilisée pourrait contribuer à l'atteinte de ses cibles en matière de GES et permettre de moderniser ses pratiques.

Enfin, il est essentiel de souligner l'importance de supporter nos producteurs

« Le remplacement du bœuf à Polytechnique fait partie d'un raz-de-marée plus large amenant avec lui un impératif de la modernisation de l'élevage et des investissements en ce sens »

bœuf québécois afin de justifier le remplacement de cette protéine dans leur menu. M. Beauséjour-Savard a cependant précisé que la majorité du bœuf utilisé par l'entreprise provenait de l'Ontario et non du Québec. Il a alors souligné que cette transition reflétait également l'importance d'acheter local et d'encourager nos producteurs.

Le chef du Parti populaire du Canada (PPC), Maxime Bernier, s'est également exprimé sur le sujet en soulignant l'hypocrisie de la mesure et son « aspect non-scientifique » : « Est-ce que les étudiants sont endoctrinés? Les élites mangent du bœuf à la COP 28, mais les jeunes doivent s'en priver? ». Bon... clairement, la mesure est basée principalement et presque exclusivement sur des données scientifiques, donc il est difficile de savoir où il veut en venir avec l'« endoctrinement » et le rejet de la science. Concernant l'hypocrisie, je pense effectivement que l'environnement relève d'une responsabilité collective et que tous, y

apparu sur certains comptes étudiants, plusieurs saluent le fond de la mesure, mais auraient préféré une meilleure mise en place. La diminution progressive du bœuf et non le retrait total, ainsi que la tenue d'une assemblée générale à l'automne permettraient une meilleure implémentation du remplacement.

Ce qu'il reste de la vague

Un mouvement se développe au sein de la communauté universitaire pour réduire la consommation de bœuf dans des institutions comme Cambridge et Oxford, avec des efforts globaux pour diminuer le recours à l'industrie bovine.

La vague est bien réelle et elle prend de l'ampleur depuis les dernières années, mais déferlera-t-elle à McGill? Comme McGill est une université qui se distingue par ses considérations environnementales et qui possède un objectif de carboneutralité d'ici 2040, je dé-

locaux et, qu'évidemment, une telle mesure pourrait affecter leurs revenus, ce qui impacterait alors directement leur capacité à rendre leurs infrastructures plus vertes. C'est l'une des seules réelles impasses à la mise en place d'un remplacement.

C'est pourquoi il est essentiel d'investir davantage dans notre milieu agricole à l'aide de subventions destinées à la transition écologique. Cela permettra aux éleveurs de raffiner leurs pratiques et de conserver un revenu substantiel. Le remplacement du bœuf à Polytechnique fait partie d'un large raz de marée amenant avec lui un impératif de la modernisation de l'élevage et des investissements en ce sens.

Il ne reste qu'à attendre que les vagues atteignent les berges du campus de McGill. ☺

Catherine Brunet Rodriguez
Coordonnatrice des réseaux sociaux

La représentation n'est qu'un premier pas

Corrigeons l'invisibilité et corrigeons les inégalités socio-économiques.

Super aubaine pour les résidents canadiens en ce Mois de l'histoire des Noirs! Pour la modique somme de 392,69 \$, il est possible de s'offrir quatre jours d'émerveillement au Walt Disney World Theme Park, consacré à la célébration de la culture et de l'héritage noir. La facture est même allégée pour les heureux détenteurs d'un abonnement Disney+. Décidément, l'accessibilité et la diversité sont deux valeurs chères à la multinationale américaine...

Plus sérieusement, l'industrie du divertissement est depuis longtemps un enjeu de représentation. Si mon ironie dissimule mal la critique d'un opportunisme éhonté, elle ne se veut pas être un rejet catégorique des efforts dirigés vers une meilleure inclusivité. Le divertissement reste un outil clé d'intégration, capable de façonner l'imaginaire collectif, pour le meilleur comme pour le pire. Le même constat s'applique, d'ailleurs, à l'entièreté de l'espace médiatique.

Toutes les formes de représentation sont-elles pour autant bonnes à prendre? Même celles peu subtiles, qui relèvent davantage de la complaisance que d'un réel souci d'inclusivité? Suffit-il d'ajouter des personnages racisés et queers ici et

là, façon de compléter son quota et de se donner bonne conscience? La réponse est non, bien sûr.

« Le divertissement reste un outil clé d'intégration, capable de façonner l'imaginaire collectif »

là, façon de compléter son quota et de se donner bonne conscience? La réponse est non, bien sûr.

Réaffirmer son droit d'exister

L'espace médiatique porte une conception du monde. Celui qui le regarde l'internalise. Il s'approprie les normes véhiculées par les médias qu'il consomme. Lorsqu'une personne racisée est exposée à des personnages auxquels elle ne peut s'identifier, et ne voit aucune minorité visible occuper un poste clé au sein du gouvernement, elle en déduira que certaines fonctions ne sont pas taillées pour elle. Un manque de représentation, ou alors une représentation déformée ou négative, instille le doute, entrave la confiance en soi et restreint le champ d'aspirations et d'agentivité. Car plus l'on augmente nos possibilités de descriptions, plus l'on élargit nos possibilités de façon d'être et d'agir. Une personne homosexuelle, qui se soupçonnait de l'être, ou qui ne possédait pas toutes les clés de compréhension pour se réapproprier son identité, peut se découvrir à travers la représentation d'un personnage queer, donc, par la représentation d'une orientation sexuelle autre que celle dominante, reconnue par les médias traditionnels. Autrement, comment peut-on envisager d'emprunter une voie dont

l'accès semble impensable, ou dont on ignore même l'existence? Il n'est donc pas anodin que l'administration Trump, dans le cadre de sa croisade contre le « wokisme », proscrive ou considère comme suspecte l'utilisation de termes tels que « transsexuels », « antiracisme », « noir », « femmes ». Ces interdictions, qui relèvent ni plus ni moins de la dystopie, traduisent une négation explicite de la diversité et, par extension, des multiples possibilités d'existence qu'elle rend visibles.

Vers une société plus tolérante

La représentation positive n'ouvre pas seulement la voie aux possibles, elle gomme aussi l'invisibilité des communautés marginalisées, devenant un moyen de lutter contre leur stigmatisation. Une exposition et un contact accru à des personnes, ou des personnages issus de différentes communautés permettent de déconstruire les stéréotypes et préjugés qui leur sont associés. À terme, cette exposition peut atténuer les attitudes discriminatoires et réduire la polarisation.

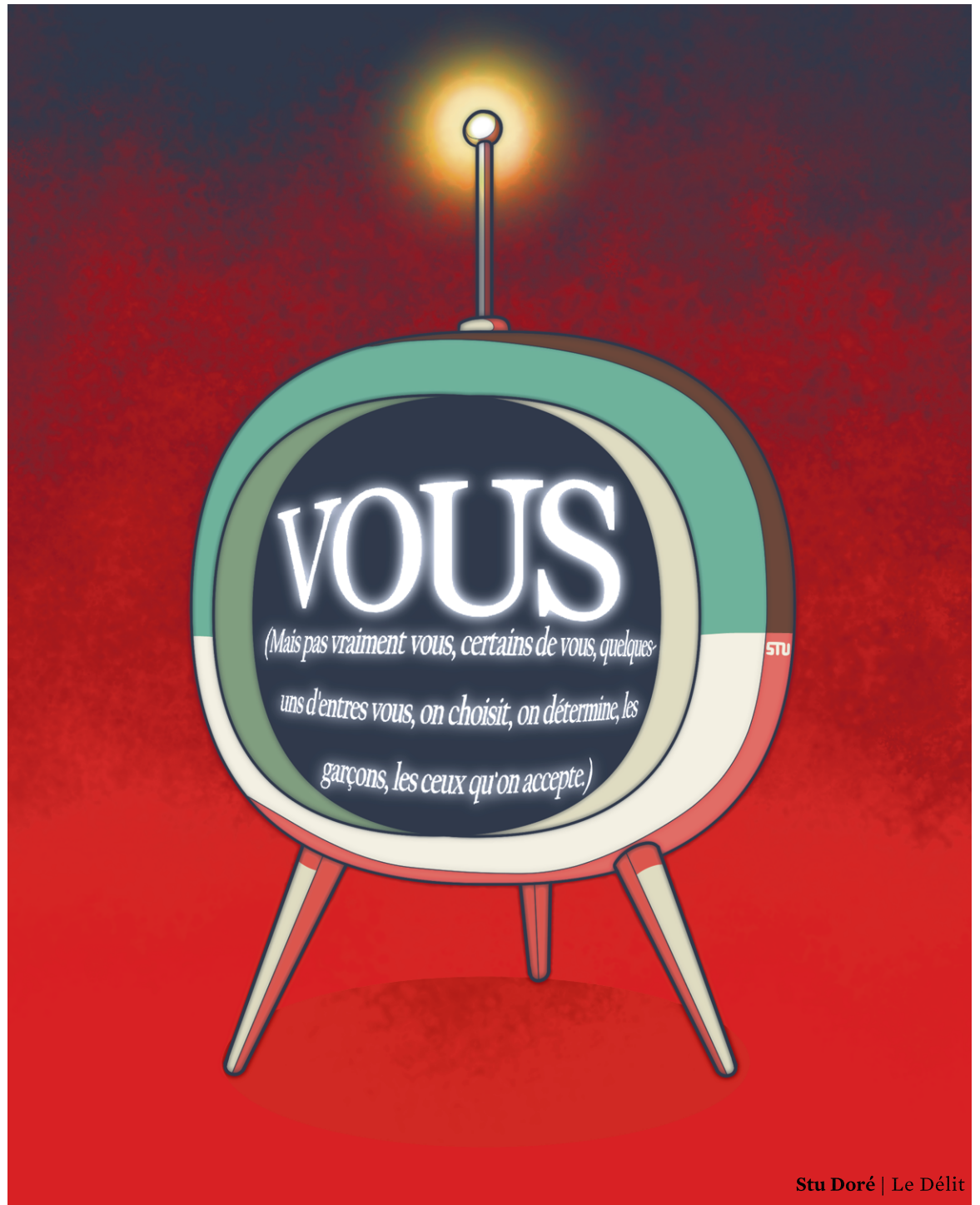
Il reste évidemment du travail à faire. Un sondage réalisé en 2023 mesurait les attitudes des personnes noires américaines vis-à-vis de leur couver-

ture médiatique. Le rapport révèle que 57 % des participants estiment que les médias d'information couvrent uniquement certains segments de la réalité des communautés noires. Et 43 % considèrent que leur couverture véhicule largement des stéréotypes à leur égard.

Les quotas : une représentation substantielle ?

Les quotas sont perçus comme un moyen effectif pour réduire la discrimination à l'embauche et rééquilibrer les inégalités d'accès à l'emploi. Mais ces impositions peuvent aussi se révéler limitantes, conduisant à ce qu'on appelle le « plafond de quota ». Une fois remplie, les employeurs n'ont pas d'intérêt à recruter davantage de personnes issues de minorités visibles, figeant ainsi la diversité à un seuil arbitraire.

Des quotas réside aussi l'idée que, si des personnes racisées grossissent les rangs, de la police ou de l'assemblée, elles seront plus à même de représenter les intérêts de leurs communautés et de mettre en œuvre des changements positifs en leur faveur. La réalité est toute autre. Une étude menée en 2002 sur les biais au sein des forces de l'ordre révèle que les participants, qu'ils soient noirs ou blancs, sont tous plus susceptibles de tirer sur une cible



Stu Doré | Le Délit

noire plutôt que l'inverse. Une diversité accrue au sein de la police n'effacera pas, en un claquement de doigts, le racisme systémique qui gangrène l'institution policière.

La représentation, même la plus fidèle à la réalité des communautés marginalisées, ne suffit pas à elle seule. Si l'on s'en contente, on se retrouve dans une impasse, permettant de disqualifier des réflexions plus larges, celles des obstacles structurels à l'inclusivité.

Politique de reconnaissance

Le multiculturalisme est un pilier de l'identité canadienne. Promu par la Charte canadienne des droits et libertés (1982), il s'inscrit dans une politique de reconnaissance permettant l'acceptation d'identités multiples et la facilitation de leur intégration au sein de la société canadienne. Mais sa valorisation, sans aucune forme de nuance, présente aussi le risque d'occulter la réalité des inégalités raciales, qui se

traduisent à travers différentes dimensions économiques et sociales. En effet, 15 % des Canadiens noirs vivent dans des conditions de faible revenu ; la proportion de la population non racisée s'élève quant à elle à 10,3 %.

La reconnaissance et la redistribution constituent les deux faces d'une même pièce : celle de la justice sociale. La première, sans la deuxième, entraîne la reproduction des inégalités sociales et raciales. Car par sa nature, le racisme systémique se perpétue de lui-même. L'inaction politique est donc amplement suffisante pour reproduire ces inégalités.

Dans ce contexte, la reconnaissance peut devenir un outil de légitimation et d'absolution des politiques, permettant le maintien du statu quo. Elle excuse le manque d'actions concrètes et systématiques visant la réduction de ces inégalités raciales.

Pour Bruce McIvor, expert en droit autochtone, la reconnaissance des

droits des Premières Nations dans la Constitution canadienne permet deux choses : la première étant de légitimer la poursuite du projet colonial ; la deuxième de souligner les progrès moraux des descendants des colonisateurs. La reconnaissance demeure purement symbolique. Parmi les 94 mesures préconisées en 2015 par la Commission de vérité et de réconciliation du Canada, seules 14 d'entre elles ont été effectivement réalisées.

Reconnaître le droit à un peuple de vivre dans la dignité, sans que cette reconnaissance soit suivie d'actions concrètes, est vide de sens. Les politiques redistributives doivent donc emboîter le pas. La représentation est essentielle, mais elle ne fait pas tout! ☹

Dalia Djazouli
Éditrice Décodage

Voguing : de Harlem à Montréal

Une danse de contestation en plein essor.

Le terme *voguing* peut paraître assez abstrait pour certains. Il évoque surtout le fameux magazine de mode *Vogue*, ou encore la chanson de Madonna. Pourtant, le *voguing* est avant tout une forme de danse née dans les années quatre-vingt dans les *ballrooms* de New York. L'histoire de cette danse est riche et possède une signification particulière pour la communauté LGBTQ+ noire et latino. Le *voguing* n'est pas simplement une danse, mais un véritable moyen d'expression et d'émancipation pour un groupe souvent mis à l'écart et discriminé.

Une histoire complexe

Cette danse a initialement vu le jour à New York, plus précisément à Harlem, un quartier où s'est développée une importante communauté afro-américaine LGBTQ+. C'est au cœur de *ballrooms* – des espaces de compétition créés par des personnes trans afro-américaines et latinos en réaction au racisme souvent présent dans les concours de drag traditionnels que cette danse a pris forme. Ces compétitions opposent différentes *houses* – des fa-

milles de substitution pour les personnes queer rejetées par leurs familles – à travers diverses épreuves telles que le « *realness* » (passer comme une personne cisgenre ou hétérosexuelle), la « *face* » (concentré sur la beauté du visage) ou encore le « *voguing* ». Ainsi, le *voguing* est une danse compétitive où chacun cherche à faire rayonner sa *house* en remportant des trophées. Il s'agit également d'un geste éminemment politique, car il laisse libre cours aux expressions de genre et aux identités de ses participants.

Le *voguing* s'inspire des poses de mannequins – d'où son nom, emprunté au magazine de mode *Vogue* – en exagérant notamment les mouvements des mains et des bras. Ce terme recouvre toutefois plusieurs styles distincts. Le *Old Way*, d'abord, privilégie la linéarité et la droiture des mouvements. Le *New Way* ajoute ensuite des éléments de contorsion ainsi que le *catwalk* et le *duckwalk*. Enfin, le style de *voguing* le plus contemporain, le *vogue fem*, qui reprend beaucoup d'éléments du *New Way* tout en mettant l'accent sur la rapidité et la fluidité des mou-

vements ; un style qui cherche à célébrer la féminité.

Si, au départ, le *voguing* restait une pratique limitée à la communauté LGBTQ+ afro-américaine et latino, cette danse a bénéficié d'une exposition mondiale dans les années quatre-vingt-dix et cela, notamment grâce à la chanson de Madonna, « *Vogue* ». Celle-ci reprend de nombreux éléments de la culture *ballroom*. Le documentaire *Paris Is Burning*, mettant en avant la scène de *voguing* new-yorkaise, participe aussi à sa popularité croissante. Cette exposition médiatique a contribué à la diffusion du *voguing* à travers le monde, chaque ville développant ses propres styles, pratiques et dynamiques culturelles.

Le voguing à Montréal

Montréal possède aujourd'hui sa propre scène de *voguing*. Depuis une dizaine d'années, on observe un essor de la culture *ballroom*, notamment avec l'organisation, en 2017, de l'un des premiers *kiki balls* de la ville – un format de *ball* qui regroupe une population souvent plus jeune et pen-



Stu Doré | Le Délit

sée comme un espace de préparation aux grands *balls*. On trouve également de plus en plus de cours de *voguing* où chacun peut apprendre les rudiments de la danse. Des associations telles que *Ballroom For Community* proposent régulièrement des événements autour de la culture des *ballroom* et du *voguing*, offrant la possibilité au grand public de découvrir une facette

importante de la culture LGBTQ+. Toutefois, même avec l'ouverture et la démocratisation de cette pratique, il demeure certains événements qui célèbrent les communautés noires et latinos et qui restent réservés à la communauté d'origine du *voguing*. ☉

Sixtine Nicolaj
Éditrice Coin Queer

Le drapeau arc-en-ciel retiré de Stonewall

L'instrumentalisation des symboles LGBTQ+ dans l'espace public américain.

Le lundi 9 février, le grand drapeau arc-en-ciel qui marquait le monument national de *Stonewall Inn* à New York, a été retiré de son mât par l'administration Trump. Cela s'est déroulé dans une grande discrétion : un jour, le drapeau flottait au vent dans le parc, le lendemain, il n'y était plus. Le représentant des Services des parcs nationaux (NPS) affirme avoir agi conformément aux directives gouvernementales : selon un mémorandum de politique générale publié par le département de l'Intérieur en janvier 2026, il est interdit d'afficher des drapeaux autres que celui des États-Unis et celui du département de l'Intérieur. La communauté LGBTQ+ de New York n'est pas restée sans réagir. En moins de 24 heures, plusieurs centaines de personnes se mobilisent et affluent pour protester dans le parc de *Stonewall*. Le retrait du drapeau arc-en-ciel du monument suscite un énorme mouvement de contestation, et un le drapeau LGBTQ+ est de nouveau levé le 12 février.

Le symbolisme de Stonewall

En 1969, une série d'émeutes ont éclaté à la suite d'un raid mené par un groupe de policiers au *Stonewall*

Inn – un bar queer de New York. Ce qui n'était à l'origine qu'une réaction spontanée de la part des clients du bar se transforme en un véritable mouvement de contestation nationale et donne naissance aux premières marches des fiertés. « *Stonewall est très important dans l'histoire queer (tdlr)* », explique la Dre Alex Ketchum, membre du département d'Études sur le genre, la sexualité, le féminisme et la justice sociale à McGill. « *C'est un lieu lourd en symbolisme, donc un choix stratégique à cibler.* »

Ce n'est pas non plus la première fois que *Stonewall* se retrouve dans le viseur de l'administration Trump. Plus tôt dans son mandat, le président américain a effacé toute mention se rapportant aux communautés trans, puis quelques mois plus tard aux personnes bisexuelles. « *Il faut comprendre que, même avant l'intervention de Trump, le mémorial de Stonewall n'existait pas dans un vide politique* », rappelle Dennis Ohm, doctorant en anthropologie à McGill. Il explique comment les droits et les conditions de vie des groupes les plus marginalisés de la communauté LGBTQ+ sont menacés depuis bien plus longtemps. Il poursuit en affirmant : « *Dans la politique*

LGBTQ+ – surtout dans une société libérale – on met beaucoup l'accent sur les symboles, sur les drapeaux ; mais qu'en est-il des réalités économiques, de l'accès aux soins pour ces communautés marginalisées? »

Politiques d'effacement

Cette réforme s'inscrit dans un contexte de répression politique de plus en plus inquiétant. Depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump n'a cessé d'invisibiliser les personnes, et les communautés, jugées « *radicales* » de l'espace public. « *Le moins ces communautés sont visibles, plus il est facile de les opprimer sans que cela devienne un sujet de débat public* », explique Naomi Fleeger, étudiante américaine à McGill.

Quelques semaines après son arrivée au pouvoir, Trump commence déjà à effacer les communautés marginalisées de l'espace public. L'organisme PEN America, qui mesure la liberté de la presse, a compilé en fin d'année dernière une liste toujours croissante de mots à retirer des plateformes web et documents officiels du gouvernement américain. « *J'ai beaucoup de collègues, des historiens queer qui ont écrit des ar-*



Sixtine Nicolaj | Le Délit

ticles pour ces sites, et leurs articles ont été modifiés sans les prévenir», raconte Dre Ketchum. « *C'est tellement grave, et ça se passe partout. Dans l'éducation, les milieux professionnels et même académiques* », déplore-t-elle. « *C'est très décourageant, même s'il y a des efforts au sein de la communauté pour pallier ce problème. Plus le temps passe, et plus le processus de reconstruction sera difficile.* » Du Canada, tout cela peut paraître distant, mais il est important de noter la montée de la

transphobie et de l'homophobie ici aussi. Dre Ketchum avertit contre l'ignorance délibérée : « *À une échelle plus locale, l'Université McGill a beaucoup coupé d'initiatives d'équité. Nous sommes attaqués par notre propre administration. Même si on ne retire pas de drapeau arc-en-ciel en ce moment, ce qui se passe aux États-Unis nous montre que ça pourrait toujours arriver.* » ☉

Héloïse Durning
Éditrice Actualités

Les coins queer

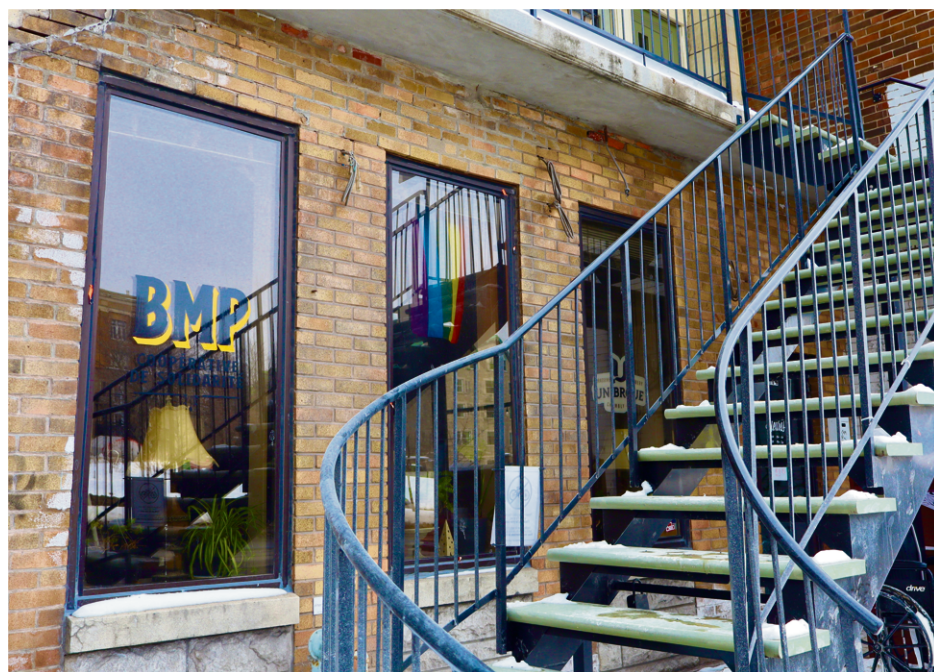
Où se retrouver en communauté à Montréal.

Le café Dispatch



Le Dispatch est un café connu comme étant un espace accueillant pour les personnes de la communauté 2SLGBTQ+. C'est un café queer idéal, qui offre un espace de rencontre et de travail. Le café est issu d'un approvisionnement éthique qui met en avant la traçabilité et la qualité du café qu'ils offrent.

Le Co-op Bar Milton



Le Co-op Bar Milton-Parc est une coopérative de solidarité gérée par ses employés et qui reçoit des événements pour la communauté 2SLGBTQ+ : soirées micro ouverts, karaoké. Mais c'est un bar qui propose également des événements ouverts à tous, comme des ateliers d'information politique et des levées de fonds engagées (ex : Fonds de secours pour les enfants palestiniens, refuge pour femmes autochtones de Montréal).

Le bar Champs



Le bar de sport Champs permet de se retrouver dans une atmosphère décontractée. Les différentes générations et communautés peuvent se rassembler devant un match de sport ou simplement pour danser. Le bar propose des événements ouverts à tous : regarder des performances de drags, apprendre à danser à la manière country, ou participer à des soirées de jeu-questionnaire de connaissances générales.

Le Club DDs



Club DDs est l'une des principales boîtes de nuit sapphiques de Montréal avec des soirées à thèmes : *Dolls night*, *Transmasc*, *butch femme*, plus de trente ans... C'est un club qui accorde un espace à des parties de la communauté moins valorisées, qui n'ont généralement pas accès à des espaces leur étant dédiés.

Envoyez-nous vos coins queer à :
coinqueer@delitfrancais.com

Sixtine Nicolaï
 Éditrice Coin Queer
 Félix Fournier
 Photographe

Vers l'infini et plus loin encore

Intelligence artificielle et art : quels bénéfices?

Notre humanité a été enterrée à la naissance de l'intelligence artificielle. Elle était peut-être déjà morte, quelque part entre les multiples tueries et génocides, mais c'est avec l'arrivée de ChatGPT et de ses copains que nous nous sommes joyeusement saisis d'une pelle. Depuis, nous ne cessons de creuser notre tombe. Le trou s'approfondit et nous gardons les deux pieds dedans, tout sourire, au nom d'une productivité.

L'utilisation de l'IA : une pratique de plus en plus répandue

Plusieurs domaines utilisent l'IA pour améliorer leur productivité. Par exemple, certains médecins l'utilisent pour enregistrer leurs commentaires sur des visites de patients, ce qui permet d'alléger leur charge bureaucratique. Le professionnel de la santé peut donc passer plus de temps à traiter ses patients sans que la tenue des dossiers soit affectée. Dans ce cas, l'utilisation de l'intelligence artificielle est bénéfique et permet une véritable optimisation de la charge de travail : un monde idéal.

Et dans le domaine des arts?

Augmenter son efficacité est toujours perçu comme quelque chose de souhaitable. Alors, si l'intelligence artificielle le permet, pourquoi ne le ferions-nous pas

aussi des opportunités d'emploi à des humains qui peuvent véritablement créer avec un but artistique.

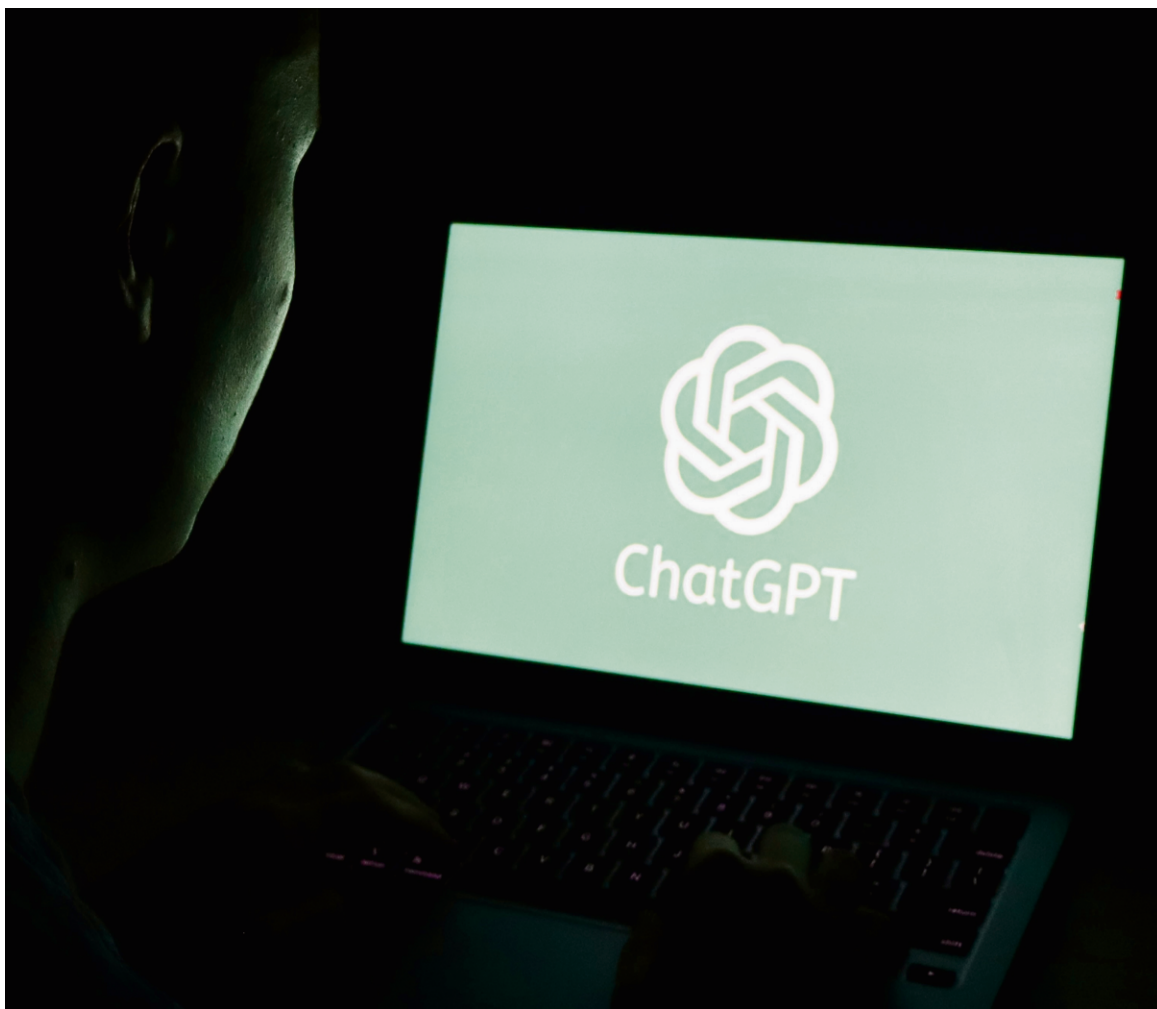
En tant qu'humains, créons-nous dans le but de produire une quantité toujours plus grande de dessins, de films, de livres, de chansons? Ou créons-nous pour exprimer des émotions, partager une part de notre humanité?

Une question d'efficacité

Tout usage d'intelligence artificielle nécessite la réalisation de ce qu'elle est : une intelligence, une source de savoir, *artificielle*. Si l'IA peut produire des textes en moins de temps qu'il n'en faut pour ouvrir un document Word, le produit final ne reflète pourtant pas l'expérience humaine. Avec des améliorations et de l'entraînement constant, les logiciels produiront sans aucun doute des œuvres époustouflantes capables de berner l'humain. Pourtant, en tant que consommateurs, préférons-nous vraiment la perfection à l'humanité?

L'intelligence artificielle dans l'édition

Malgré tout, l'intelligence artificielle a réussi à se faufiler dans l'industrie de l'édition. Cette dernière peut effectivement bénéficier de l'IA pour créer des pages de couverture, des résumés attirants pour



Félix Fournier | Le Délit

« Alors, si l'intelligence artificielle le permet, pourquoi ne le ferions-nous pas dans le domaine des arts? »

longtemps, des gens obtiennent le crédit d'avoir écrit un livre sans en être l'auteur : c'est le concept des « prête-plumes » (*ghostwriters*). Les prête-plumes sont des auteurs qui écrivent pour qu'une autre personne puisse publier le produit final sous son propre nom. Le terme original, *ghostwriter*, a été inventé par Christy Walsh dans les années 1920 : la pratique est donc bien loin d'être nouvelle.

Pourtant, si le recours aux prête-plumes est assez commun dans l'industrie littéraire, c'est une pratique cachée, et rares sont les auteurs qui admettent avoir travaillé en collaboration avec un prête-plume. Et si l'intelligence artificielle n'était qu'un autre prête-plume?

Quelle différence entre l'IA et les prête-plumes? Si, depuis belle lurette, certains auteurs ne rédigent pas réellement leurs livres, pourquoi l'utilisation de l'IA serait-elle controversée? Il se trouve que le recours à des prête-plumes n'a jamais été ouvertement accepté. Bien que cette pratique soit connue dans le monde littéraire, elle l'est moins du public. Il est possible de débattre de l'éthique des prête-plumes, mais ce sont tout de même des humains. Même si un auteur fait passer le travail de quelqu'un d'autre pour le sien, le lecteur

obtient tout de même une perspective et un travail humain.

giciels d'IA. Ces logiciels qui utilisent les œuvres humaines pour rempla-

cer le travail de vraies personnes sont rarement éthiques.

Les prête-plumes

Ce n'est pas parce que nous pouvons maintenant créer à un rythme fou que nous devons forcément le faire. L'intelligence artificielle dépend entièrement de nous pour s'améliorer et nous surpasser : il ne reste plus qu'à décider si nous souhaitons lui laisser ce pouvoir ou si nous tenons à consommer une culture humaine et authentique. ☹

Rose Langlois
Éditrice Culture

Une résilience passée, présente et future

Retour sur l'avant-première du film *À nos futurs ancêtres* à l'ONF.

Mercredi 11 février, 18 heures, Montréal. C'est dans une ambiance conviviale, voire festive, que nous pénétrons dans la salle Alanis-Obomsawin de l'Office national du film du Canada (ONF). À l'occasion de la programmation culturelle du Mois de l'histoire des Noirs, l'ONF diffuse en avant-première son court-métrage d'animation, *À nos futurs ancêtres*, qui sortira plus tard en 2026. La projection se déroule en compagnie de ses coréalisateurs : Bogdan Anifrani-Fedach, cinéaste et illustrateur d'origine togolaise, ukrainienne et canadienne, et Ian Keteku, cinéaste, poète et éducateur d'origine ghanéenne et canadienne.

Dans la salle

« Au bout de ton voyage, une lueur. Mille bons matins et un doux souvenir ». C'est sur ces mots que s'ouvre le film *À nos futurs ancêtres*. À l'écran, un soleil se lève. Au pied d'un gigantesque baobab se tient une petite fille. Dans les branches, un oiseau observe un instant l'œuf suspendu derrière lui, puis s'envole. Sous l'effet des premiers battements d'ailes, l'œuf se détache, chute lentement, frôle les mains de l'enfant, avant de se retourner sur lui-même et de disparaître dans l'immensité nébuleuse de l'espace. Le court-métrage de six minutes présente le parcours de la jeune fille en traversant le temps et la mémoire, de la savane au cosmos, en quête de cet œuf mystérieux qui lui révélera son avenir.

« *À nos futurs ancêtres est une lettre d'amour (tdlr)* », commente Ian Keteku à la suite de la projection, « *c'est une lettre d'amour aux générations du passé, une lettre d'amour aux générations futures* » qui propose une allégorie de la résilience défiant les millénaires. En tant que cinéaste-poète, Keteku voit une synergie entre l'animation et la poésie pour amplifier la voix de sa communauté et de la diaspora noire. Il crée ainsi un univers magique qui dépasse les lois de la physique. Dans cet esprit, il entreprend le projet de *Dreams in*

Vantablack en 2022, une courte série de poèmes animés présentant des œuvres de 12 jeunes Noirs. C'est notamment grâce à ce projet que Keteku a fait la connaissance de Bogdan Anifrani-Fedach, le jeune artiste avec qui il collaborera plus tard pour créer *À nos futurs ancêtres*.

Si Keteku privilégie une approche plus poétique du cinéma, Anifrani-Fedach se concentre davantage sur la conception visuelle et formelle de l'œuvre et sur la manière de lui donner vie à l'écran. Il affirme que « *ce qui [le, nldr] fascine le plus au cinéma, c'est lorsqu'on accorde autant d'importance à la forme qu'au contenu* ». Avant de devenir artiste, il a toujours porté une grande attention aux différents comportements de son entourage, ce qui facilite grandement son processus de création. À son sens de l'observation s'ajoutent ses compétences à manier une panoplie de médiums tels que l'animation en caméra



Image tirée du film – Avec la permission de l'Office national du film du Canada

« Sous l'effet des premiers battements d'ailes, l'œuf se détache, chute lentement, frôle les mains de l'enfant, avant de se retourner sur lui-même et de disparaître dans l'immensité nébuleuse de l'espace »

multiplane, l'encre sur verre, la peinture sur papier, l'animation de sable, l'animation 3D numérique, et *cetera*, avec dix techniques différentes employées dans la réalisation de *À nos futurs ancêtres*.

Dans les coulisses

Durant la séance, Keteku confie que le plus grand défi rencontré à l'étape de la conceptualisation a été la notion du temps : « *Nous avons essayé de créer un film qui semble non-linéaire, voire circulaire à l'intérieur du récit lui-même.* » Pour ce faire, ils ont joué avec le concept de palindrome – un mot ou un groupe de mots qui peut être lu indifféremment de gauche

à droite ou de droite à gauche. Cette boucle est reflétée dans la structure,

et dans le message central du film : « *L'éternité embrasse le souvenir... le souvenir embrasse l'éternité.* » Quand le projet a vu le jour en 2022, la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024) touchait à sa fin. Il s'agit d'une initiative de l'Organisation des Nations unies (ONU) ayant pour but de sensibiliser au racisme anti-noir et aux droits humains des personnes d'ascendance africaine. Bien que l'ONU ait rapidement proclamé le début d'une deuxième Décennie peu de temps après, le 17 décembre 2024, les réalisateurs ne pouvaient pas prédire cette suite. Ils doutaient, ques-

tionnaient et voulaient fondamentalement contribuer à mettre en

duits d'artisanat locaux afin d'en offrir une meilleure représentation. Ils ont notamment emprunté des symboles Adinkra – symboles visuels représentant des concepts, des proverbes et des aphorismes originaires des peuples Akan au Ghana – comme le Sankofa, souvent illustré par un oiseau à la tête tournée vers l'arrière et aux pattes tournées vers l'avant. Ce symbole apparaît dès la première scène du film et revient à la fin ; il signifie littéralement « retourner et obtenir » et est associé au proverbe « *se wo were fi na wosankofa a yenkyi* », qui se traduit par : « Il n'y a pas de mal à revenir sur ce que l'on a oublié. »

Le proverbe boucle l'idée de la circularité et rappelle la mission du Mois de l'histoire des Noirs en Amérique du Nord. L'histoire et l'héritage des personnes noires au

« Nous les concevons davantage comme sources d'influence ou d'inspiration générale pour les générations suivantes »

Ian Keteku, cinéaste-poète et coréalisateur du film *À nos futurs ancêtres*

Image tirée du film – Avec la permission de l'Office national du film du Canada



tefois qu'ils ont volontairement omis de mentionner des noms. Bien que les noms de Rosa Parks et de Mae Jemison viennent immédiatement à l'esprit, le film convoque un ensemble plus large de figures historiques : « *Nous les concevons davantage comme sources d'influence ou d'inspiration générale pour les générations suivantes.* »

À l'écran

À nos futurs ancêtres est une œuvre visuellement, contextuellement et métaphoriquement riche. Dans le cadre de leurs recherches préliminaires, les deux cinéastes sont allés en Afrique de l'Ouest – Keteku au Ghana et Anifrani-Fedach au Togo – pour mieux connaître divers artefacts et pro-

Canada sont souvent ignorés. Bien que le gouvernement canadien ait seulement reconnu ce mois comme moment de célébration et de souvenir en 1995, il n'est jamais trop tard pour reconnaître et valoriser cette histoire et réparer cet oubli.

Somme toute, *À nos futurs ancêtres* est une proposition qui s'inscrit pleinement dans l'esprit du Mois de l'histoire des Noirs : une lettre ouverte de résilience, du passé au présent, tournée vers l'avenir. ☉

Jiayuan Cao
Éditrice Culture

&Juliet : quand la scène prend vie

Critique de la toute nouvelle production de &Juliet à Toronto.

Est si Juliette ne s'était pas enlevé la vie après la mort de Roméo? Et si elle avait plutôt accordé une deuxième chance à l'amour? Dire que cette comédie musicale n'est qu'une adaptation moderne de Roméo et Juliette ne rendrait pas justice à cette pièce. L'affirmation de la voix féminine et les revendications de l'identité de genre sont soulevées avec brio, sans oublier les chansons emblématiques du répertoire du célèbre producteur Max Martin!

En attendant impatiemment la venue de la tournée nord-américaine de &Juliet à la Place des Arts du 17 au 22 mars 2026, voici un avant-goût de la nouvelle production de Toronto, présentée au Théâtre Royal Alexandra.

La pièce est si populaire à Toronto qu'elle est prolongée jusqu'en juillet 2026! Deux membres de la troupe originale de Broadway font d'ailleurs leur retour dans cette production canadienne : Matt Raffy (iel/il) dans le rôle de May, meilleur·e ami·e de Juliette, et Brandon Antonio (il/lui) dans le rôle de François Dubois, le nouvel amoureux de la protagoniste.

En quoi la production de &Juliet à Toronto se différencie-t-elle des autres versions à travers le monde? C'est très simple : la remarquable performance des acteurs. Ils dégagent une énergie contagieuse qui capte immédiatement l'attention du public. Autant dans

l'interprétation scénique que dans la justesse de la voix, chaque acteur, peu importe son rôle, s'impose avec force dans cette comédie musicale.

Comment ne pas mentionner la voix puissante de Vanessa Sears, l'interprète de Juliette? Dès son premier numéro, *...Baby One More Time* (oui, le classique de Britney Spears), elle offre une performance vocale mémorable. L'envolée de sa voix se distingue particulièrement dans la chanson *Stronger* (un deuxième classique de Britney Spears), où l'actrice déploie la souplesse de son registre. Vanessa Sears incarne une Juliette moderne, affirmée et profondément humaine, dont la présence scénique soutient l'ensemble de la production.

Julia McLellan, qui joue le rôle d'Anne Hathaway, la femme de Shakespeare, offre pareillement une interprétation marquante. À travers la pièce, elle récite plusieurs tirades à portée féministe, livrées avec une émotion sincère et bouleversante. Lorsqu'elle confronte Shakespeare en lui demandant « *Are you a strong enough man to write a stronger woman?* » (« *Es-tu un homme assez fort pour écrire une femme plus forte?* », *tdlr*), la réplique frappe le public de plein fouet. Par ailleurs, le numéro *That's the Way It Is* est un moment où l'actrice brille, offrant sa propre interprétation émotive de la chanson de Céline Dion. Si Juliette porte

l'intrigue, Anne Hathaway fait battre le cœur de la pièce.

Une performance qui se démarque particulièrement est celle de Matt Raffy. Interprétant May, meilleur·e ami·e de Juliette, l'artiste offre sa propre version du personnage, avec une présence scénique gracieuse et inspirante. Matt faisait partie de la troupe originale de Toronto en 2022 et celle de Broadway en 2023, membre de la troupe de danse et doublure de May. L'interprète relève avec brio le défi de jouer pleinement ce rôle secondaire sur scène aujourd'hui, en apportant une compréhension profonde de May, en plus d'une authenticité et d'une inclusivité qui transparaissent dans chacune de ses scènes. *I'm not a girl* (Britney Spears), chanson clé du personnage de May, est une ode à la communauté LGBTQ+, particulièrement aux personnes non binaires, que Matt livre avec émotion, justesse et puissance. L'interprète canadien est un véritable coup de cœur qui justifie le déplacement à Toronto!

En plus de la remarquable performance de la troupe, cette incroyable production de &Juliet séduit le public par les chorégraphies dynamiques, ses costumes à la fois modernes et historiques ainsi qu'à l'intégration magnifique de la musique populaire dans l'histoire de Juliette. Tous ces éléments se remarquent notamment dans le medley



Stu Doré | Le Délit

des chansons *Problem* (Ariana Grande) et *Can't Feel My Face* (The Weeknd), un numéro mémorable et puissant.

La pièce &Juliet sera à l'affiche dans les prochaines semaines à la Place des Arts, prête à séduire le public québécois. Plongez dans l'univers captivant de cette comédie

musicale dès maintenant : l'album est disponible sur toutes les plateformes de musique! ☺

Laurence Drouin
Contributeur

CRÉATION LITTÉRAIRE

Riddims

Fragments d'une vie collective en Jamaïque, l'ouragan et ce qui reste.

C'est en Jamaïque, à Kingston, que j'ai étudié cet automne dans le cadre d'une session d'échange à la University of the West Indies. À travers des cours de sociologie, j'ai effectué des recherches portant sur les cultures *Dancehall* et Rastafari, l'une extrêmement populaire et l'autre marginalisée et historiquement persécutée. Un cours qui m'a aussi beaucoup intéressée portait sur la Révolution haïtienne et ses impacts sur les dynamiques géopolitiques, économiques et raciales du monde atlantique à l'ère des révolutions. Je l'ai particulièrement aimé, en grande partie grâce au point de vue honnête et lucide avec lequel le professeur a expliqué les faits.

Sur le campus, j'ai vécu dans un appartement partagé avec dix-sept filles. L'université et les résidences à Kingston sont pensées comme une expérience au sein d'une communauté permettant de se développer en tant qu'individu. Une quantité impressionnante d'associations organisent

des spectacles de danse, de chant et d'art oratoire et des compétitions sportives où chacun est amené à participer. Nous nous sommes toutes découvertes un talent ou une habileté, gagnant en confiance et intégrant nos nouveaux acquis comme une partie de notre identité. À la fin août, j'ai emménagé avec des colocataires ; dès septembre, j'avais des sœurs. Dans l'appartement, on se partageait des recettes et on répétait les routines de danse associées aux chansons cultes de Malie Donn, Vybz Kartel, Alkaline ou Skillibeng.

Rapidement, j'ai intégré l'équipe universitaire d'athlétisme. Le groupe d'athlètes a été ma plus grande motivation et inspiration au cours du semestre. Rien de facile dans notre quotidien, mais que des « *blessings* » : on se retrouvait chaque matin à 5 h 30 avant que se lèvent les 33°C, on survivait ensemble aux sessions intenses et on était pour les uns et les autres un solide soutien moral. J'ai appris ce que la discipline et

l'effort constant permettent de gagner : le respect de ses limites et la force de demeurer un appui lorsque la vie se complique...

À la fin octobre 2025, l'alerte de la venue d'un ouragan de catégorie 5 a été

« Rien de facile dans notre quotidien, mais que des « *blessings* » : on se retrouvait chaque matin à 5 h 30 avant que se lèvent les 33°C, on survivait ensemble aux sessions intenses et on était pour les uns et les autres un solide soutien moral »

déclenchée. En saison d'ouragans, l'île peut être frôlée par des tempêtes tropicales de catégorie inférieure, mais, historiquement, jamais une menace comme Melissa n'avait été recensée. La semaine précédant son passage fut longue, d'un calme anxieux. Melissa avançait dans la mer

des Caraïbes avec une lenteur dévastatrice pendant qu'on se préparait dans l'incertitude et l'impuissance. Bloquer nos fenêtres avec du plastique, charger la génératrice, accumuler des gallons d'eau. Les filles étaient rentrées chez leurs pa-

rents à la campagne, les étudiants régionaux avaient été rapatriés par leur gouvernement, principalement vers Trinité-et-Tobago, la Barbade et les Bahamas. Le campus était vide. J'observais les minutes s'écouler le soir du 27 octobre, comme si Melissa allait frapper d'un coup, ou non,

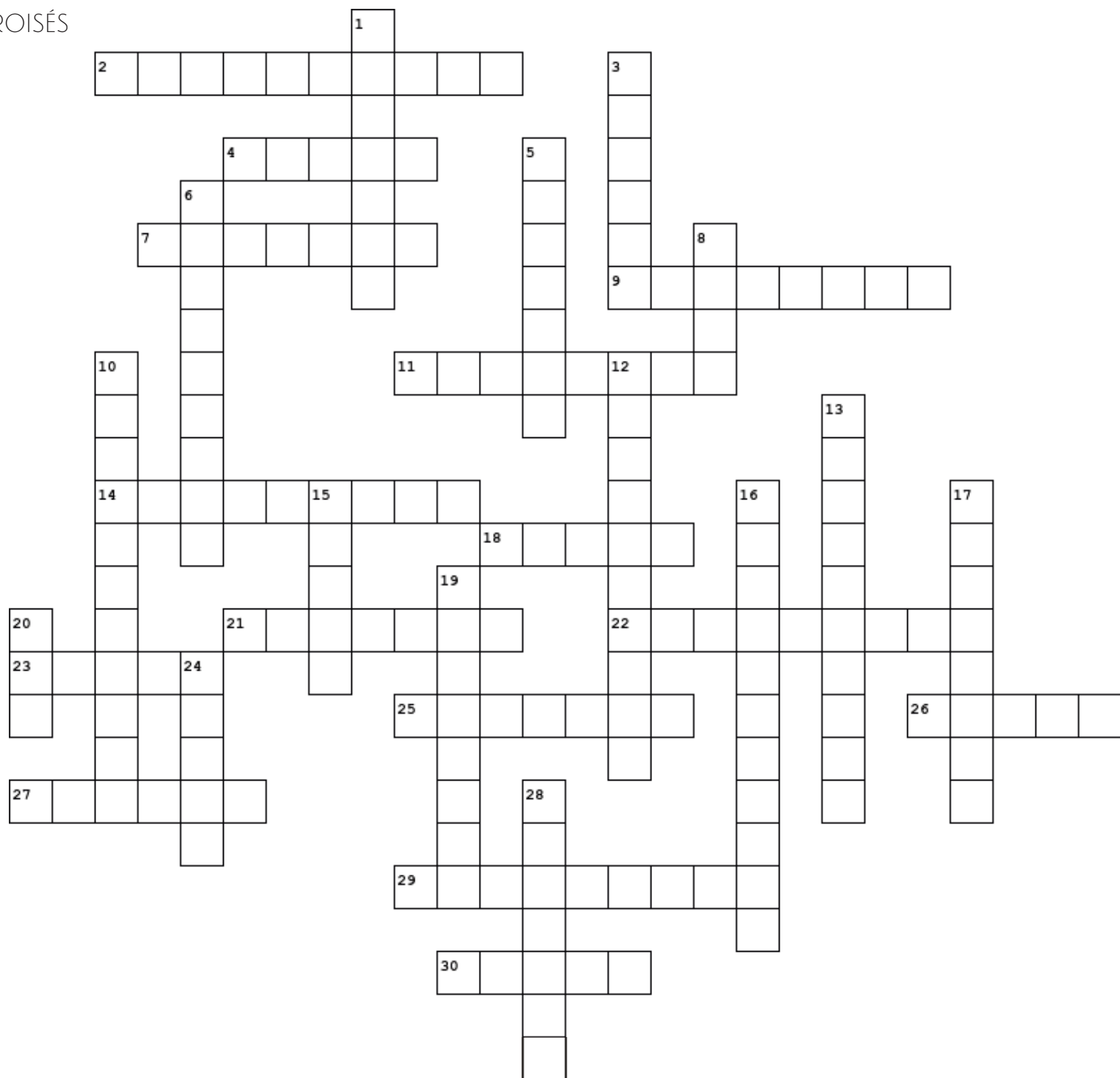
j'ignorais tout, j'attendais. Comme tout le monde.

Trouver des solutions, soutenir sa communauté, réorganiser un groupe rapidement, l'importance de se montrer présente dans les situations difficiles. Ne jamais se diviser, ni s'isoler. Des pertes totales d'hôpitaux, de fermes, de maisons, sauf du plus important : la vie des gens. Il fallait continuer.

Lorsque tout disparaît, il reste toujours la musique.

Tranquillement l'entraînement reprend, les filles reviennent et on ressort danser à Kingston, à des festivals de skate, des fêtes *Dancehall* où on effectue nos routines, des studios d'enregistrement et de répétition Dub, Ska, Reggae, et à Bob Marley Beach, sous le soleil qui dure toujours. ☺

Rose Berteaux
Contributeur



Eugénie St-Pierre, Elie Nguyen | Le Délit

Horizontal

2. Endroit où aura lieu la convocation de printemps 2026
4. Accord entre le Canada, les États-Unis et le Mexique en cours de renégociation
7. Sport dans lequel le Canada et la Suède ont eu une confrontation houleuse aux Jeux Olympiques
9. Skieur norvégien ayant confié aux médias avoir trompé sa copine une semaine avant les Jeux Olympiques
11. Pilote de F1 aperçu récemment avec Kim Kardashian
14. Bosseur ayant remporté la première médaille d'or du Canada à Milan-Cortina
18. Bad Bunny en possède plusieurs
21. Comédie musicale réinventant l'histoire de Juliette après la mort de Roméo
22. Duo de patinage artistique ayant remporté une médaille de bronze pour le Canada en danse sur glace (2)
23. Succès commercial de 2015 revenu à la mode grâce à une audition lituanienne devenue *meme*
25. Candidat à la présidence de SUS
26. Nouveau premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard
27. Premier rédacteur en chef noir du *McGill Daily*
29. Monument américain dont le drapeau arc-en-ciel vient d'être retiré
30. Programme favorisant la durabilité à Montréal par la subvention de logements étudiants

Vertical

1. Danse née dans les *ballrooms* de Harlem, associée à la culture LGBTQ+ et inspirée d'un magazine de mode
3. Animal fêté cette année lors du Nouvel An lunaire
5. Sa couronne a été retrouvée endommagée
6. Quartier où Justin Trudeau vient d'acheter une maison
8. Meilleure nouvelle artiste de l'édition 2026 des prix Grammy
10. Chanteur qui a interprété « *LO QUE LE PASÓ A HAWAII* » au Super Bowl
12. À Montréal le 22 juillet lors du *Deadbeat Tour* (2)
13. Auteur qui écrit sous contrat au nom de quelqu'un d'autre (2)
15. Ingrédient retiré des menus de Polytechnique
16. District ayant le taux de participation le plus bas à l'élection municipale de novembre 2025 de Montréal (2)
17. Nouveau chef du Parti libéral du Québec
19. Prénom du Bridgerton devenu héros amoureux dans la quatrième saison de la série du même nom
20. Association qui rassemble les étudiants noirs de McGill
24. Territoire canadien et chanson interprétée par Justin Bieber aux prix Grammy
28. Franchise animée dont le prochain film se fera sans Stuart, Kevin ni Bob